

**No. 33383**

---

**FRANCE  
and  
JAPAN**

**Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income (with protocol). Signed at Paris on 3 March 1995**

*Authentic texts: French and Japanese.*

*Registered by France on 25 November 1996.*

---

**FRANCE  
et  
JAPON**

**Couvention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (avec protocole). Signée à Paris le 3 mars 1995**

*Textes authentiques : français et japonais.*

*Enregistrée par la France le 25 novembre 1996.*

CONVENTION<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU JAPON EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU

Le Gouvernement de la République française

et

Le Gouvernement du Japon,

désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu,

sont convenus des dispositions suivantes :

**ARTICLE 1**

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

**ARTICLE 2**

1. La présente Convention s'applique aux impôts suivants :

a) en ce qui concerne la France :

i) l'impôt sur le revenu ;

ii) l'impôt sur les sociétés ;

iii) l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés ;

y compris toutes retenues à la source, tous précomptes et tous versements anticipés afférents à ces impôts ;

(ci-après dénommés "impôt français") ;

b) en ce qui concerne le Japon :

i) l'impôt sur le revenu ;

ii) l'impôt sur les sociétés ;

iii) les impôts locaux sur les habitants ;

(ci-après dénommés "impôt japonais").

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 24 mars 1995 par notification, conformément à l'article 30.

2. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue, nationaux ou locaux, qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts visés au paragraphe 1 ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent dans un délai raisonnable les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

### ARTICLE 3

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

- a) le terme "France" désigne les départements européens et d'outre-mer de la République française y compris la mer territoriale, et au-delà de celle-ci les zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la République française a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins et de leur sous-sol ;
- b) le terme "Japon" désigne, dans son acception géographique, l'ensemble du territoire du Japon y compris la mer territoriale, dans lequel les lois relatives à l'impôt japonais sont en vigueur, ainsi que l'ensemble des zones situées au-delà de la mer territoriale, y compris les fonds marins et leur sous-sol, sur lesquelles, en conformité avec le droit international, le Japon a juridiction et dans lesquelles les lois relatives à l'impôt japonais sont en vigueur ;
- c) les expressions "Etat contractant" et "autre Etat contractant" désignent, selon le contexte, la France ou le Japon ;
- d) le terme "impôt" désigne, selon le contexte, l'impôt français ou l'impôt japonais ;
- e) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;
- f) le terme "société" désigne toute personne morale, ou toute entité qui est considérée, aux fins d'imposition, comme une personne morale ;
- g) les expressions "entreprise d'un Etat contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;
- h) le terme "nationaux" désigne :
  - i) dans le cas de la France, toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité française et toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation française ;

- ii) dans le cas du Japon, toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité japonaise et toutes les personnes morales constituées ou organisées conformément à la législation japonaise ainsi que tous les organismes n'ayant pas la personnalité juridique qui sont considérés, pour l'application de l'impôt japonais, comme des personnes morales constituées ou organisées conformément à la législation japonaise ;
- i) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
- j) l'expression "autorité compétente" désigne :
  - i) dans le cas de la France, le ministre chargé du budget ou son représentant autorisé ;
  - ii) dans le cas du Japon, le ministre des finances ou son représentant autorisé.

2. Pour l'application de la Convention par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a le sens que lui attribue le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

#### ARTICLE 4

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège social, de son siège de direction, ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

- a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;
- b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des

Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;

- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité ;
- d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, les autorités compétentes des Etats contractants déterminent d'un commun accord de quel Etat cette personne est considérée comme un résident pour l'application de la Convention.

## ARTICLE 5

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment :

- a) un siège de direction ;
- b) une succursale ;
- c) un bureau ;
- d) une usine ;
- e) un atelier, et
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a à e, à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 - agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

## ARTICLE 6

1. Les revenus provenant de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens immobiliers sont situés.

2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles ; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

5. Lorsqu'une personne détient des actions, parts ou autres droits dans une société ayant pour objet de donner à ses associés ou membres la jouissance de biens immobiliers et que ceux-ci sont situés dans un Etat contractant, les revenus que cette personne tire de la location ou de l'usage sous toute autre forme (à l'exclusion de l'occupation par la personne elle-même) de son droit de jouissance sur de tels biens immobiliers sont imposables dans cet Etat nonobstant les dispositions des articles 7 et 14.

## ARTICLE 7

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou

analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage ; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents du présent article, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

#### ARTICLE 8

1. Les bénéfices qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 2, au titre de l'exploitation, en trafic international, de navires ou aéronefs par une entreprise d'un Etat contractant, cette entreprise, s'il s'agit d'une entreprise de France, est exonérée au Japon de l'impôt sur les entreprises et de l'impôt sur les immeubles industriels ou commerciaux, et, s'il s'agit d'une entreprise du Japon, est dégrevée d'office en France de la taxe professionnelle et des taxes additionnelles à cette taxe. Cette exonération ou ce dégrèvement



d'office s'appliquent aussi aux impôts de nature identique ou analogue, nationaux ou locaux, qui seraient établis après la date de signature de la présente Convention et qui s'ajouteraient aux impôts mentionnés dans la phrase précédente ou qui les remplaceraient.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupement (pool), une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

## ARTICLE 9

1. Lorsque :

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les autorités compétentes des Etats contractants conviennent, après s'être consultées, que les bénéfices ainsi inclus sont en totalité ou en partie des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention.

## ARTICLE 10

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. *a)* Les dividendes visés au paragraphe 1 sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie ces dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui les reçoit en est le bénéficiaire effectif l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des dividendes.

*b)* Nonobstant les dispositions du *a*, les dividendes visés au paragraphe 1 sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie ces dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui les reçoit en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des dividendes, si le bénéficiaire effectif est une société qui a détenu pendant toute la période de six mois précédant immédiatement la fin de l'exercice au titre duquel la distribution a lieu :

i) directement ou indirectement au moins 15 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes lorsque celle-ci est un résident de France :

ii) directement au moins 15 pour cent des droits de vote dans la société qui paie les dividendes lorsque celle-ci est un résident du Japon.

*c)* Nonobstant les dispositions des *a* et *b*, les dividendes visés au paragraphe 1 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont la personne qui reçoit ces dividendes est un résident, si cette personne en est le bénéficiaire effectif et est une société qui est un résident qualifié de cet Etat et qui a détenu pendant toute la période de six mois précédant immédiatement la fin de l'exercice au titre duquel la distribution a lieu :

i) directement ou indirectement au moins 15 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes lorsque celle-ci est un résident de France :

ii) directement au moins 15 pour cent des droits de vote dans la société qui paie les dividendes lorsque celle-ci est un résident du Japon.

*d)* Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. *a)* Pour l'application des dispositions du *c* du paragraphe 2, l'expression "société qui est un résident qualifié de cet Etat" désigne une société qui est un résident de cet Etat et qui remplit l'une des conditions suivantes :

- i) les actions ou parts de la société font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé de l'un ou l'autre Etat contractant ; ou
  - ii) plus de 50 pour cent du capital de la société est détenu, directement ou indirectement, par :
    - aa) l'un ou l'autre Etat contractant ou un Etat qualifié, leurs collectivités locales ou les personnes morales de droit public de ces Etats ou collectivités ; ou
    - bb) une ou plusieurs personnes physiques qui sont des résidents de l'un ou l'autre Etat contractant ou d'un Etat qualifié ; ou
    - cc) une ou plusieurs sociétés qui sont des résidents de l'un ou l'autre Etat contractant et dont les actions ou parts font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé de l'un ou l'autre de ces Etats, ou une ou plusieurs sociétés qui sont des résidents d'un Etat qualifié et dont les actions ou parts font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé de cet Etat ; ou
    - dd) toute combinaison d'un ou plusieurs Etats, collectivités, personnes morales, personnes physiques ou sociétés visés aux aa), bb) et cc).
- b) i) Pour l'application des dispositions du ii) du a), des actions ou parts sont détenues indirectement lorsqu'elles sont détenues par une ou plusieurs sociétés intermédiaires dans une chaîne de participations et que plus de 50 pour cent du capital de chaque société intermédiaire dans la chaîne est détenu par :
- aa) une ou plusieurs sociétés intermédiaires dans la chaîne ; ou
  - bb) l'un ou l'autre Etat contractant ou un Etat qualifié, leurs collectivités locales ou les personnes morales de droit public de ces Etats ou collectivités, ou une ou plusieurs personnes physiques ou sociétés visées aux bb) et cc) du ii) du a) ; ou
  - cc) toute combinaison d'un ou plusieurs Etats, collectivités, personnes morales, personnes physiques ou sociétés visés aux aa) et bb).
- ii) Toutefois, les actions ou parts d'une société qui est un résident d'un Etat contractant ne sont pas considérées comme détenues indirectement par un résident d'un Etat qualifié qui n'est pas lui-même une société intermédiaire si les sociétés intermédiaires dans la chaîne de participations entre la société qui est un résident d'un Etat contractant et le résident d'un Etat qualifié ne sont pas toutes des résidents d'un Etat contractant ou d'un Etat qualifié.
  - iii) Il est entendu que des actions ou parts sont considérées comme détenues indirectement même si une ou plusieurs sociétés intermédiaires dans une chaîne de participations ne remplissent pas les conditions des i) ou ii) du b) dès lors qu'il

existe une autre chaîne de participations dans laquelle toutes les sociétés intermédiaires remplissent ces conditions.

- c) Pour l'application des dispositions des *a* et *b*, l'expression "Etat qualifié" désigne tout Etat avec lequel l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident a une convention ou un accord en vigueur en vue d'éviter les doubles impositions, qui prévoit des avantages équivalents à ceux qui sont prévus au *c* du paragraphe 2.

4. a) Un résident du Japon qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France, dividendes dont il est le bénéficiaire effectif et qui donneraient droit à un crédit d'impôt ("avoir fiscal") s'ils étaient reçus par un résident de France, a droit à un paiement du Trésor français d'un montant égal à ce crédit d'impôt ("avoir fiscal") diminué de l'impôt prévu au *a* du paragraphe 2.

- b) Les dispositions du *a* du présent paragraphe ne s'appliquent qu'à un résident du Japon qui est :

i) une personne physique, ou

ii) une société qui ne détient pas, directement ou indirectement, au moins 15 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes.

- c) Les dispositions du *a* du présent paragraphe ne s'appliquent que si le bénéficiaire effectif des dividendes est soumis à l'impôt japonais à raison de ces dividendes et du paiement du Trésor français.

- d) Le montant brut du paiement du Trésor français visé au *a* du présent paragraphe est considéré comme un dividende pour l'application de la présente Convention.

5. a) Un fonds de pension collectif exonéré d'impôt japonais, qui est constitué et établi au Japon à seule fin de verser des prestations de retraite est considéré comme un résident du Japon pour l'application des dispositions du présent article à l'exception de celles du paragraphe 4. Lorsqu'un tel fonds reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France, dividendes dont il est le bénéficiaire effectif et qui donneraient droit à un crédit d'impôt (avoir fiscal) s'ils étaient reçus par un résident de France, il a droit, à condition qu'il ne détienne pas, directement ou indirectement, au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes, à un paiement du Trésor français d'un montant égal à trente quatre-vingt-cinquièmes de ce crédit d'impôt (avoir fiscal) diminué de l'impôt prévu au *a* du paragraphe 2.

- b) Si le rapport prévu par la législation fiscale française entre le crédit d'impôt (avoir fiscal) et les dividendes cesse d'être égal à un demi, la fraction fixée au *a* sera modifiée de façon que le montant du paiement du Trésor français visé au *a*

corresponde au montant de l'impôt retenu à la source sur les dividendes et le paiement du Trésor français.

- c) Le montant brut du paiement du Trésor français visé au a est considéré comme un dividende pour l'application de la Convention.

6. Les dispositions des paragraphes 4 et 5 ne s'appliquent pas si le bénéficiaire effectif des dividendes, résident du Japon, n'établit pas, lorsque l'administration fiscale française le lui demande, qu'il est le propriétaire des actions ou parts au titre desquels les dividendes sont payés.

7. Lorsqu'il n'a pas droit au paiement du Trésor français visé au paragraphe 4, un résident du Japon qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France peut obtenir le remboursement du précompte dans la mesure où celui-ci a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes. Toutefois, dans les cas prévus au paragraphe 5, ce remboursement est diminué du montant du paiement du Trésor français visé au même paragraphe. Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l'application de la Convention. Les dispositions du paragraphe 2 lui sont applicables.

8. Le terme "dividende" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres droits sociaux soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est un résident.

9. Les dispositions des paragraphes 1, 2, 3, 4, 5 et 7 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

10. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se

rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

## ARTICLE 11

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un Etat contractant sont exonérés d'impôt dans cet Etat, lorsqu'ils sont reçus par l'autre Etat contractant, l'une de ses collectivités locales, sa banque centrale ou l'une de ses institutions financières de droit public ; ou par un résident de cet autre Etat au titre de créances assurées, garanties ou indirectement financées par cet autre Etat, l'une de ses collectivités locales, sa banque centrale ou l'une de ses institutions financières de droit public.

4. Pour l'application des dispositions du paragraphe 3, les expressions "banque centrale" et "institution financière de droit public" désignent :

a) dans le cas de la France :

i) la Banque de France ; et

ii) toute institution financière de droit public française agréée par échange de notes diplomatiques entre les gouvernements des Etats contractants ;

b) dans le cas du Japon :

i) la Banque du Japon ;

ii) la Banque pour les exportations et importations du Japon ; et

iii) toute institution financière de droit public japonaise agréée par échange de notes diplomatiques entre les gouvernements des Etats contractants.

5. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant en liaison avec la vente à crédit d'un équipement ou de marchandises sont exonérés d'impôt dans le premier Etat, à condition que ce résident soit le vendeur de cet équipement ou de ces marchandises.

6. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres.

7. Les dispositions des paragraphes 1, 2, 3 et 5 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

8. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une collectivité locale, ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

9. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

## ARTICLE 12

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les

redevances en est le bénéficiaire effectif l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.

3. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique (y compris les logiciels, les films cinématographiques, et les films ou bandes pour les émissions radiophoniques ou télévisées), d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une collectivité locale, ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation de payer les redevances a été contractée et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 4 s'appliquent également aux produits de l'aliénation d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique (y compris les logiciels, les films cinématographiques et les films ou bandes pour les émissions radiophoniques ou télévisées), d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, ou d'une formule ou d'un procédé secrets.

6. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 5 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances ou produits, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances ou produits, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances ou produits s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances ou produits, compte tenu de l'usage, de la concession de l'usage ou



des informations pour lesquels ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

### ARTICLE 13

1. Les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens immobiliers sont situés.

2. *a)* Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation d'actions ou parts d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat si :

- i) les actions ou parts détenues par le cédant (ainsi que celles qui sont détenues par des personnes apparentées et qui peuvent être ajoutées à celles du cédant) représentent au moins 25 pour cent du capital de la société à un moment quelconque au cours de la période d'imposition considérée; et
- ii) les actions ou parts aliénées par le cédant et les personnes apparentées au cours de cette période d'imposition représentent au total au moins 5 pour cent du capital de la société.

*b)* Nonobstant les dispositions du *a*, lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des gains de l'aliénation d'actions ou parts visées au *a* dans le cadre d'une restructuration de sociétés, et qu'une attestation est établie par l'autorité compétente de cet Etat certifiant que ces gains font l'objet d'un report d'imposition conformément à la législation fiscale de cet Etat dans le cadre de cette restructuration de sociétés, ces gains ne sont imposables que dans cet Etat. Toutefois, la présente disposition ne s'applique pas lorsque l'opération est effectuée principalement pour s'assurer le bénéfice de cette disposition.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les gains provenant de l'aliénation d'actions ou parts d'une société qui ne font pas l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé de l'un ou l'autre Etat contractant, ou de droits dans une société, ou de l'aliénation de droits dans une société de personnes (partnership), une fiducie ou une succession, sont imposables dans un Etat contractant lorsque l'actif d'une telle société, société de personnes (partnership), fiducie ou succession est principalement constitué, directement ou indirectement, de biens immobiliers situés dans cet Etat.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 2 et 3, les gains provenant de l'aliénation de biens autres qu'immobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens autres qu'immobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat dispose dans l'autre Etat, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

5. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international ou de biens autres qu'immobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans cet Etat.

6. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux qui sont visés aux paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

7. Les dispositions des paragraphes précédents du présent article ne s'appliquent pas aux produits visés au paragraphe 5 de l'article 12.

#### ARTICLE 14

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

#### ARTICLE 15

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19, 20 et 21, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au

titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois consécutifs ; et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat ; et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploités en trafic international par une entreprise d'un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

#### ARTICLE 16

Les jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

#### ARTICLE 17

1. a) Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

- b) Toutefois, ces revenus sont exonérés d'impôt dans cet autre Etat lorsque ces activités sont financées pour une part importante par des fonds publics d'un Etat contractant ou de ses collectivités locales ou par des fonds de leurs personnes morales de droit public ou de leurs organismes sans but lucratif.

2. *a)* Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité dans un Etat contractant sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

*b)* Toutefois, ces revenus sont exonérés d'impôt dans cet Etat lorsque ces activités sont financées pour une part importante par des fonds publics d'un Etat contractant ou de ses collectivités locales ou par des fonds de leurs personnes morales de droit public ou de leurs organismes sans but lucratif.

### ARTICLE 18

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat.

### ARTICLE 19

1. *a)* Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat ou à cette collectivité dans l'exercice de fonctions de caractère public ne sont imposables que dans cet Etat.

*b)* Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui :

i) possède la nationalité de cet Etat ; ou

ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.

2. *a)* Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat ou à cette collectivité ne sont imposables que dans cet Etat.

*b)* Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité.

3. Les dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales.

## ARTICLE 20

1. Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles ne proviennent pas de cet Etat.

2. Une personne physique qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à titre temporaire pendant une période ne dépassant pas deux ans en tant que bénéficiaire d'une bourse, allocation ou récompense ayant pour objet principal le financement d'études ou de recherches et qui lui est versée par une organisation gouvernementale, religieuse, charitable, scientifique, artistique, culturelle ou éducative est exonérée d'impôt dans le premier Etat sur le montant de cette bourse, allocation ou récompense.

3. Une personne physique qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant, qui est un employé ou un contractuel d'une entreprise de cet autre Etat ou d'une organisation de cet autre Etat visée au paragraphe 2, et qui séjourne dans le premier Etat à titre temporaire pendant une période n'excédant pas un an à seule fin d'acquérir une expérience en matière technique, professionnelle ou commerciale auprès d'une personne autre que cette entreprise ou cette organisation, est exonérée d'impôt dans le premier Etat sur les sommes provenant de l'autre Etat et destinées à couvrir ses frais d'entretien.

## ARTICLE 21

1. Une personne physique qui séjourne dans un Etat contractant pendant une période ne dépassant pas deux ans afin d'enseigner ou d'effectuer des travaux de recherche dans une université, un lycée, une école ou un autre établissement d'enseignement officiellement reconnu situé dans cet Etat et qui est, ou qui était immédiatement avant ce séjour, un résident de l'autre Etat contractant n'est imposable que dans cet autre Etat sur les rémunérations qui proviennent de cet enseignement ou de ces travaux de recherche et à raison desquelles il est soumis à l'impôt dans cet autre Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus provenant de travaux de recherche si ces travaux sont entrepris principalement en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou plusieurs personnes déterminées.

## ARTICLE 22

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle et commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

## ARTICLE 23

1. a) En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante.

Les revenus qui proviennent du Japon, et qui sont imposables ou ne sont imposables qu'au Japon conformément aux dispositions de la présente Convention, sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français lorsque leur bénéficiaire est un résident de France et qu'ils ne sont pas exemptés de l'impôt sur les sociétés en application de la législation interne française. Dans ce cas, l'impôt japonais n'est pas déductible de ces revenus, mais le bénéficiaire a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal :

- i) pour les revenus non mentionnés au ii), au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus ;
- ii) pour les revenus visés aux articles 10, 11 et 12, aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 13, au paragraphe 3 de l'article 15, et aux articles 16 et 17, au montant de l'impôt payé au Japon conformément aux dispositions de ces articles ; toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus.

b) L'expression "impôt français" employée au *a* désigne, nonobstant les dispositions du *a* du paragraphe 1 de l'article 2, tous les impôts sur le revenu perçus pour le compte de l'Etat français, quel que soit le système de perception, sur le revenu total, ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers.

2. Sous réserve de la législation japonaise relative à l'octroi d'un crédit déductible de l'impôt japonais au titre d'un impôt dû dans un pays autre que le Japon :

- a) lorsqu'un résident du Japon reçoit des revenus provenant de France qui sont imposables en France conformément aux dispositions de la Convention, le montant de l'impôt français dû à raison de ces revenus constitue un crédit admis en déduction de l'impôt japonais à la charge de ce résident ; toutefois, le montant de ce crédit ne peut excéder la fraction de l'impôt japonais correspondant à ces revenus ;
- b) lorsque les revenus provenant de France consistent en dividendes payés par une société qui est un résident de France à une société qui est un résident du Japon et qui détient au moins 15 pour cent des droits de vote dans la société qui paie les dividendes ou au moins 15 pour cent du capital de cette société, le crédit tient compte de l'impôt français dû par cette société au titre des revenus qui servent au paiement des dividendes.

#### ARTICLE 24

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accordé à ses propres résidents.

3. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 9 de l'article 11 ou du paragraphe 7 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.

4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

#### ARTICLE 25

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.



4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents du présent article.

#### ARTICLE 26

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention, ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

3. L'expression "impôts visés par la Convention" employée au paragraphe 1 inclut, nonobstant les dispositions de l'article 2, les impôts de toute nature ou dénomination perçus par les Etats contractants.

#### ARTICLE 27

1. a) Chaque Etat contractant s'efforce de recouvrer les impôts de l'autre Etat contractant de façon que les exonérations ou réductions d'impôt accordées par cet autre Etat

en vertu de la présente Convention ne bénéficient pas à des personnes qui n'ont pas droit à ces avantages. L'Etat contractant qui procède à ce recouvrement est responsable vis-à-vis de l'autre Etat contractant des sommes ainsi recouvrées.

- b) Le Japon s'efforce de recouvrer le montant des paiements ou des remboursements du Trésor français visés à l'article 10 de façon qu'ils ne bénéficient pas à des personnes qui n'y ont pas droit. Le Japon est responsable vis-à-vis de la France des sommes ainsi recouvrées.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant qui s'efforce de recouvrer les impôts ou les paiements ou remboursements l'obligation de prendre des mesures administratives dérogeant à la législation et à la pratique administrative de cet Etat, ou qui seraient contraires à l'ordre public de cet Etat.

#### ARTICLE 28

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu, soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

#### ARTICLE 29

Lorsque les associés ou membres d'un fonds d'investissement agréé d'un Etat contractant ont droit aux avantages prévus aux articles 10 ou 11 en tant que bénéficiaires effectifs de dividendes ou d'intérêts reçus par le fonds, ces avantages peuvent être demandés par les personnes chargées de la gestion des fonds français, ou par les fiduciaires des fonds japonais, pour la fraction des revenus qui correspond aux droits détenus dans le fonds par les associés ou membres ayant droit à ces avantages. La satisfaction de cette demande en tout ou partie par l'autre Etat contractant peut être subordonnée aux conditions que cet autre Etat estime approprié d'imposer, après avoir consulté le premier Etat, pour éviter que les avantages prévus par la présente Convention ne soient accordés à des associés ou membres qui n'y ont pas droit. La satisfaction de cette demande par l'autre Etat contractant n'affecte en rien le droit qu'a cet Etat de recouvrer auprès des associés ou membres du fonds les montants d'impôt ou les paiements ou remboursements correspondant à des avantages prévus aux articles 10 ou 11 auxquels ils n'avaient pas droit.

### ARTICLE 30

1. La présente Convention sera approuvée par chacun des Etats contractants conformément à ses dispositions constitutionnelles, et entrera en vigueur le trentième jour après la date de l'échange des notifications constatant cette approbation.

2. La Convention s'appliquera :

a) en France :

- i) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;
- ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, selon le cas, à toute année civile ou à tout exercice commençant à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;
- iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;

b) au Japon :

- i) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;
- ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents à toute année d'imposition commençant à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;
- iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions afférentes à toute année d'imposition commençant à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur.

3. La Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, signée à Paris le 27 novembre 1964<sup>1</sup>, et amendée par l'avenant signé à Paris le 10 mars 1981<sup>2</sup>, cessera d'être en vigueur, et ses dispositions cesseront de s'appliquer, en ce

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 569, p. 157.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1263, p. 357.

qui concerne les impositions auxquelles s'appliquera la présente Convention conformément aux dispositions du paragraphe 2.

### ARTICLE 31

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, chacun des Etats contractants pourra la dénoncer moyennant un préavis notifié par la voie diplomatique au plus tard le 30 juin de toute année civile commençant après l'expiration d'une période de cinq ans décomptée à partir de la date de son entrée en vigueur et, dans ce cas, elle ne sera plus applicable :

a) en France :

- i) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;
- ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, selon le cas, à toute année civile ou à tout exercice commençant à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;
- iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

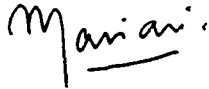
b) au Japon :

- i) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;
- ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents à toute année d'imposition commençant à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;
- iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions afférentes à toute année d'imposition commençant à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

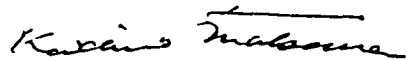
FAIT à *Paris*, le *3 Mars* 1995, en double exemplaire, en langues française et japonaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française :



PIERRE MARIANI  
Directeur du Cabinet  
du Ministre du Budget,  
Chargé de la Communication

Pour le Gouvernement  
du Japon :



KOICHIRO MATSUURA  
Ambassadeur du Japon  
en France

## PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ci-après dénommée "la Convention"), les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 2 et le paragraphe 5 de l'article 10 de la Convention, il est entendu que l'expression "impôt japonais" ne comprend pas l'impôt prévu à l'article 8 de la loi japonaise n° 34 de 1965 relative à l'impôt sur les sociétés.

2. En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 3 de la Convention, il est entendu que le sens attribué à un terme ou expression par le droit fiscal d'un Etat contractant prévaut sur le sens attribué à ce terme ou expression par les autres branches du droit de cet Etat.

3. En ce qui concerne l'article 4 de la Convention, il est entendu que :

- a) pour l'application du paragraphe 1 de l'article 23 de la Convention, l'expression "résident de France" comprend toute société de personnes ainsi que tout groupement de personnes soumis par la législation interne française à un régime fiscal analogue à celui des sociétés de personnes, qui a son siège de direction effective en France et qui n'y est pas soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- b) pour l'application de la Convention par le Japon :
  - i) l'expression "résident d'un Etat contractant" comprend, lorsque cet Etat est la France, toute société de personnes ainsi que tout groupement de personnes soumis par la législation interne française à un régime fiscal analogue à celui des sociétés de personnes, qui a son siège de direction effective en France et n'y est pas soumis à l'impôt sur les sociétés, mais seulement dans la mesure où les revenus de cette société ou de ce groupement sont soumis à l'impôt en France en tant que revenus d'un résident au niveau des associés ou membres de la société ou du groupement ;
  - ii) lorsqu'un ou plusieurs associés ou membres d'une telle société de personnes ou d'un tel groupement de personnes ne sont pas des résidents de France, mais d'un Etat tiers, l'assujettissement à l'impôt japonais de la

société ou du groupement est déterminé conformément à la convention ou à l'accord en vue d'éviter les doubles impositions, s'il en existe, entre le Japon et cet Etat, dans la mesure où ces associés ou membres sont des résidents de cet Etat au sens de cette convention ou de cet accord.

4. En ce qui concerne l'article 9 de la Convention, il est entendu que lorsqu'il est procédé à un ajustement prévu au paragraphe 2 de cet article, les autorités compétentes des Etats contractants peuvent convenir de ne pas appliquer d'intérêts de retard aux sommes dues à la suite des redressements effectués conformément aux dispositions du paragraphe 1 de cet article, si des intérêts moratoires ne sont pas versés au titre des sommes dégrévées à la suite de l'ajustement.

5. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 10 de la Convention, une société qui est un résident d'un Etat contractant n'est pas considérée comme un résident qualifié de cet Etat lorsque plus de 50 pour cent des dividendes payés par la société ont pour bénéficiaires effectifs :

- a) un Etat autre qu'un Etat contractant ou un Etat qualifié, ses collectivités locales ou les institutions de droit public de cet Etat ou de ses collectivités locales ; ou
- b) des personnes physiques qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou d'un Etat qualifié ; ou
- c) des sociétés qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou d'un Etat qualifié et dont au plus 50 pour cent du capital est détenu directement ou indirectement par un ou plusieurs Etats, collectivités, personnes morales, personnes physiques ou sociétés visés aux aa), bb) et cc) du ii) du a) du paragraphe 3 précité ou par toute combinaison de ceux-ci ; ou
- d) toute combinaison d'un ou plusieurs Etats, collectivités, institutions, personnes physiques ou sociétés visés aux a, b et c.

6. En ce qui concerne le paragraphe 8 de l'article 10 de la Convention, il est entendu que le terme "dividende" inclut tous les revenus distribués par une société qui sont mis à la disposition de ses associés et ont un rapport avec leurs droits sociaux et qui sont soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions ou parts par la législation fiscale de revenus distribués sont considérés comme soumis en France au même régime fiscal que les revenus d'actions ou parts même s'ils ne donnent pas droit au crédit d'impôt français (avoir fiscal).

7. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 11 de la Convention, il est entendu que l'expression "créances assurées" désigne :

- a) nonobstant les dispositions de ce paragraphe 3, les créances assurées par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (COFACE) pour le compte de l'Etat français conformément aux dispositions du décret n° 94-376 du 14 mai 1994 ; et
- b) les créances assurées par le Gouvernement du Japon conformément aux dispositions de la loi n° 67 de 1950 relative à l'assurance du commerce international.

8. En ce qui concerne les articles 12 et 13 de la Convention, il est entendu que les dispositions du paragraphe 5 de l'article 12 et du paragraphe 7 de l'article 13 ne s'appliquent pas aux produits d'une véritable aliénation d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique, ou scientifique (y compris les logiciels, les films cinématographiques et les films ou bandes pour les émissions radiophoniques ou télévisées), d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, ou d'une formule ou d'un procédé secrets. Les dispositions des paragraphes 4 et 6 de l'article 13 s'appliquent aux gains provenant d'une telle aliénation. Une aliénation est considérée comme véritable si le cédant ne conserve aucun droit sur les biens concernés.

9. En ce qui concerne l'article 17 de la Convention, il est entendu que l'expression "personne morale de droit public" comprend, dans le cas du Japon, la Fondation du Japon.

10. En ce qui concerne l'article 19 de la Convention, il est entendu que :

- a) les dispositions de cet article s'appliquent aussi aux rémunérations payées par une institution de droit public d'un Etat contractant dont les activités ont exclusivement un caractère public, à condition que ces rémunérations soient soumises à l'impôt dans cet Etat ;
- b) les dispositions du ii) du b) du paragraphe 1 de cet article ne s'appliquent pas à une personne physique qui était un fonctionnaire ou agent du premier Etat contractant ou de l'une de ses collectivités locales immédiatement avant de se rendre dans l'autre Etat contractant.

11. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 23 de la Convention, il est entendu que :

- a) l'expression "montant de l'impôt français correspondant à ces revenus" employée aux i) et ii) du a) de ce paragraphe 1 désigne :



- i) lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux qui leur est effectivement appliqué ;
  - ii) lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un barème progressif, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu net global ;
- b) l'expression "montant de l'impôt payé au Japon" employée au ii) du a du paragraphe 1 précité désigne le montant de l'impôt japonais effectivement supporté à titre définitif à raison des revenus considérés, conformément aux dispositions de la Convention, par le résident de France bénéficiaire de ces revenus.

12. En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 23 de la Convention, l'expression "Sous réserve de la législation japonaise" signifie que sont réglées conformément à cette législation les modalités d'application du crédit prévu à ce paragraphe.

13. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 24 de la Convention, il est entendu qu'une personne physique, une personne morale, une société de personnes ou une association ou un organisme qui est un résident d'un Etat contractant ne se trouve pas dans la même situation qu'une personne physique, une personne morale, une société de personnes ou une association ou un organisme qui n'est pas un résident de cet Etat ; et ce, même si les personnes morales, les sociétés de personnes, les associations ou les organismes sont considérés dans le cas de la France, en application des dispositions du h du paragraphe 1 de l'article 3, comme des nationaux de l'Etat dont ils sont des résidents.

14. En ce qui concerne l'article 28 de la Convention, il est entendu que :
- a) nonobstant les dispositions de l'article 4 de la Convention, un agent diplomatique ou un fonctionnaire consulaire d'un Etat contractant, qui se trouve sur le territoire de l'autre Etat contractant ou d'un Etat tiers, est considéré aux fins de la Convention comme un résident de l'Etat accréditant, à condition qu'il soit soumis dans cet Etat accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôt sur l'ensemble de son revenu, que les résidents de cet Etat ;
  - b) la Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le

territoire d'un Etat contractant et ne sont pas soumis dans l'un ou l'autre Etat contractant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de leur revenu, que les résidents de cet Etat.

15. En ce qui concerne les dispositions de l'article 29 de la Convention, il est entendu que :

- a) l'expression "fonds d'investissement agréé d'un Etat contractant" désigne :
- i) lorsque cet Etat est la France, les fonds communs de placement et les sociétés d'investissement à capital variable visés par la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988, telle qu'elle était en vigueur à la date de signature de la Convention et n'a pas été modifiée après cette date, ou l'a été de façon mineure sans que son économie générale en soit affectée ;
  - ii) lorsque cet Etat est le Japon, les trusts d'investissement en valeurs mobilières visés à l'article 2 de la loi n° 198 de 1951 relative aux trusts d'investissement en valeurs mobilières, les trusts de prêts visés à l'article 2 de la loi n° 195 de 1952 relative aux trusts de prêts, et les trusts à gestion conjointe visés à l'article 2 de la loi n° 33 de 1965 relative à l'impôt sur le revenu, telles qu'elles étaient en vigueur à la date de signature de la Convention et n'ont pas été modifiées après cette date, ou l'ont été de façon mineure sans que leur économie générale en soit affectée ; et
  - iii) d'autres fonds d'investissement similaires à ceux qui sont mentionnés aux i) et ii), à condition qu'ils soient agréés par échange de notes diplomatiques entre les gouvernements des Etats contractants.
- b) Lorsqu'une demande en vue de bénéficier d'une réduction d'impôt ou d'un autre avantage prévus aux articles 10 ou 11 de la Convention est faite par la personne chargée de la gestion, ou le fiduciaire, d'un fonds d'investissement agréé d'un Etat contractant, conformément aux dispositions de l'article 29 de la Convention, l'autorité compétente de l'autre Etat contractant dans lequel la demande est faite peut exiger de ces personnes qu'elles fournissent des informations sur le point de savoir si les associés ou membres du fonds sont des résidents du premier Etat.

16. a) Si la législation interne française autorise des sociétés qui sont des résidents de France à déterminer leurs bénéfices imposables en fonction d'une consolidation englobant notamment les résultats de filiales qui sont des résidents du Japon ou d'établissements stables situés au Japon, les dispositions de la Convention ne s'opposent pas à l'application de cette législation, lorsque, sous réserve des dispositions de la législation interne française, l'impôt japonais payé sur les résultats de ces filiales ou de ces

établissements stables qui sont pris en compte pour l'assiette de l'impôt français de ces résidents de France fait l'objet d'un crédit déductible de cet impôt.

b) Si, conformément à sa législation interne, la France détermine les bénéficiaires imposables de résidents de France en déduisant les déficits de filiales qui sont des résidents du Japon ou d'établissements stables situés au Japon, et en intégrant les bénéficiaires de ces filiales ou de ces établissements stables à concurrence du montant des déficits déduits, les dispositions de la Convention ne s'opposent pas à l'application de cette législation.

17. a) Il est entendu que les dispositions de l'article 212 du code général des impôts français relatif à la sous-capitalisation, ou toutes autres dispositions analogues qui amèneraient ou remplaceraient celles de cet article, sont applicables, mais seulement dans la mesure où leur application est conforme aux principes du paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention.

b) Les dispositions de la Convention n'empêchent en rien la France d'appliquer les dispositions de l'article 209 B de son code général des impôts ou toutes autres dispositions analogues qui amèneraient ou remplaceraient celles de cet article.

18. L'autorité compétente française peut prescrire des procédures et des obligations déclaratives en ce qui concerne les modalités d'application de la Convention par la France.

19. Pour l'application de la Convention, il est entendu que l'autorité compétente d'un Etat contractant peut, après avoir consulté l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, exiger des personnes qui demandent à bénéficier d'un avantage prévu par la Convention une attestation établie par l'autorité compétente ou les autorités appropriées de cet Etat, certifiant que ces personnes sont des résidents de cet autre Etat, ou, le cas échéant, des résidents qualifiés de cet autre Etat au sens du paragraphe 3 de l'article 10.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent protocole.

FAIT à Paris, le 3 Mars 1996, en double exemplaire, en langues française et japonaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française :



PIERRE MARIANI  
Directeur du Cabinet  
du Ministre du Budget,  
Chargé de la Communication

Pour le Gouvernement  
du Japon :



KOICHIRO MATSUURA  
Ambassadeur du Japon  
en France

フランス共和国政府のために

*Mamini.*

日本国政府のために

松浦是一郎

ることが了解される。

19 条約の適用上、一方の締約国の権限のある当局は、他方の締約国の権限のある当局と協議した後、条約に規定する特典の適用を申請している者に対し、その者が当該他方の締約国の居住者又は第十条3に規定する適格居住者であることを証明する当該他方の締約国の権限のある当局又は適当な当局の発行する証明書を要求することができることが了解される。

以上の証拠として、下名は、各自の政府から正当に委任を受けてこの議定書に署名した。

千九百九十五年三月三日にパリで、ひとしく正文であるフランス語及び日本語により本書二通を作成した。

合には、条約の規定は、当該法令の適用を妨げるものではない。ただし、フランスの居住者の課税所得に含められる当該子会社又は恒久的施設の所得について納付された日本国の租税が、フランスの国内法令に従って、当該居住者に対して課されるフランスの租税から控除される場合に限る。

(b) フランスの国内法令に従い、フランスがフランスの居住者の課税所得を決定するに当たって、日本国の居住者である子会社又は日本国にある恒久的施設の損失を控除し、かつ、控除される損失の額を限度として当該子会社又は恒久的施設の利得を含める場合には、条約の規定は、当該法令の適用を妨げるものではない。

17 (a) 過少資本に関するフランス統一税法第二百二十二条の規定又はこれを修正し若しくはこれに代わる類似の規定は、これらの規定の適用が条約第九条1に定める原則に合致する限りにおいて、適用することができることが了解される。

(b) 条約のいかなる規定も、フランスがフランス統一税法第二百九B条の規定又はこれを修正し若しくはこれに代わる実質的に類似する規定を適用することを妨げるものではない。

18 フランスの権限のある当局は、フランスによる条約の実施に関する手続及び書類を決定することができ

- (ii) 当該一方の締約国が日本国である場合には、証券投資信託法（昭和二十六年法律第九十八号）第二条に定義する証券投資信託、貸付信託法（昭和二十七年法律第九十五号）第二条に定義する貸付信託及び所得税法（昭和四十年法律第三十三号）第二条に定義する合同運用信託。ただし、これらの規定が、条約の署名の日に有効であり、かつ、当該署名の日以後改正されていないか又はその改正がその基本的性格に影響を及ぼさない程度の軽微な点についてのみのものである場合に限る。
- (iii) その他(i)及び(ii)に規定する投資基金に類似する投資基金で両締約国の政府が外交上の公文の交換により合意するもの
- (b) 同条の規定に従い、一方の締約国の公認投資基金の受託者又は運用者により、第十条又は第十一条の規定に基づいて認められる軽減された税率その他の特典の請求が行われた場合には、当該請求を受けた他方の締約国の権限のある当局は、当該基金に参加している者が当該一方の締約国の居住者であるか否かに関する情報を提出するよう当該受託者又は運用者に要求することができる。
- 16 (a) フランスの国内法令がフランスの居住者である法人に対し、連結方式により日本国の居住者である子会社又は日本国にある恒久的施設の利得又は損失を含めてその課税所得を決定することを認めている場



14 条約第二十八条に関し、次のことが了解される。

(a) 第四条の規定にかかわらず、一方の締約国の外交官又は領事官であつて他方の締約国又は第三国に滞在する者は、その者が当該一方の締約国においてその総所得に対して当該一方の締約国の居住者と同様の納税義務を負う場合には、条約の適用上当該一方の締約国の居住者とみなす。

(b) 条約は、国際機関、その下部機関又は職員及び第三国の外交使節団又は領事館の構成員であつて、一方の締約国に所在し、かつ、いずれの締約国においてもその総所得に対して当該締約国の居住者と同様の納税義務を負わない者には、適用しない。

15 条約第二十九条に関し、次のことが了解される。

(a) 「一方の締約国の公認投資基金」とは、次のものをいう。

(i) 当該一方の締約国がフランスである場合には、千九百八十八年十二月二十三日の法律第八十八—千二百一号に定義する投資共同基金及び可変資本投資会社。ただし、これらの規定が、条約の署名の日以後改正されていなく又はその改正がその基本的性格に影響を及ぼさない程度の軽微な点についてのみのものである場合に限る。

- (i) 当該所得に対する租税が比例税率を適用して計算される場合には、純所得の額に当該純所得に対して実際に適用される税率を乗じて計算した租税の額
- (ii) 当該所得に対する租税が累進税率を適用して計算される場合には、フランスの法令上租税を課される純所得の総額について納付されるべき租税が当該総額に占める割合に等しい率を当該所得に係る純所得の額に乗じて計算した租税の額
- (b) 同条1(a)(ii)に規定する「日本国において納付された租税の額」とは、この条約の規定に従って、当該所得の受益者であるフランスの居住者が実質的かつ最終的に負担する日本国の租税の額をいう。
- 12 条約第二十三条2に関し、「日本国の法令に従い」とは、同条2に規定する控除の適用方法が日本国の法令に従って定められることをいう。
- 13 条約第二十四条1に関し、一方の締約国の居住者である個人、法人、組合その他の団体は、当該締約国の居住者ではない個人、法人、組合その他の団体とは同様の状況にないことが了解される。この13の規定は、フランスについては、法人、組合その他の団体が、第三条1(h)の規定の適用上、それらが居住者である締約国の国民とみなされる場合であっても、適用する。

規定を適用する。譲渡は、それが当該財産に関するいかなる権利をも譲渡人に残さないものである場合には、真正であるとみなされる。

9 条約第十七条に関し、「特別の法人」には、日本国については、国際交流基金を含むことが了解される。

10 条約第十九条に関し、次のことが了解される。

(a) 同条の規定は、一方の締約国の政府が自己の所有する機関（専ら公務を遂行するものに限る。）を通じて支払う報酬についても適用する。ただし、当該報酬が、当該一方の締約国において租税を課される場合に限る。

(b) 同条 1 (b) (ii) の規定は、他方の締約国に滞在する直前に一方の締約国の公務員又は当該一方の締約国の地方公共団体の公務員であった個人には適用しない。

11 条約第二十三条 1 に関し、次のことが了解される。

(a) 同条 1 (a) (i) 及び (a) (ii) に規定する「当該所得に帰せられるフランスの租税の額」とは、次のものをいう。

6 条約第十条8 に関し、「配当」には、その株主が自己の持分に関連して取得する法人からの分配であつて当該分配を行う法人が居住者である締約国の税法により株式から生ずる所得と同様に取り扱われているものを含むことが了解される。この6 の規定の適用上、当該分配は、当該分配に関しフランスのタックス・クレジットが認められない場合であっても、フランスにおいて課税上株式から生ずる所得と同様に取り扱われているものとみなされる。

7 条約第十一条3 に関し、「保険に付された債権」とは、次のものをいうことが了解される。

(a) 同条3 の規定にかかわらず、千九百九十四年五月十四日の政令第九十四—三百七十六号の規定に基づきフランス貿易保険会社によって保険に付された債権

(b) 貿易保険法（昭和二十五年法律第六十七号）の規定に基づき日本国政府によって保険に付された債権

8 条約第十二条及び第十三条に関し、第十二条5 及び第十三条7 の規定は、文学上、美術上若しくは学術上の著作物（ソフトウェア、映画フィルム及びラジオ放送用又はテレビジョン放送用のフィルム又はテープを含む。）の著作権、特許権、商標権、意匠、模型、図面、秘密方式又は秘密工程の真正な譲渡から生ずる収益については、適用しないことが了解される。当該譲渡からの収益については、第十三条4 及び6 の

該調整の結果還付される額に対し利子が支払われなるときは、同条1の規定に基づく課税の結果生ずる不足額に対し自国の法令に基づいて課される利子を免除することにつき合意することができるが了解される。

5 条約第十条3に関し、一方の締約国の居住者である法人は、当該法人が支払う配当の五十パーセントを超える割合について、次の(a)から(d)までに掲げるものうちのいずれかが受益者である場合には、当該締約国の適格居住者とはみなされない。

(a) 当該締約国若しくは適格国以外の国の政府若しくは地方公共団体又はこれらの政府若しくは地方公共団体が所有する機関

(b) いずれか一方の締約国又は適格国の居住者でない個人

(c) いずれか一方の締約国又は適格国の居住者でない法人であつて、その発行済株式の五十パーセントを超える株式が、同条3(a)(ii)(iii)から(v)までに規定する一若しくは二以上の政府、地方公共団体、機関、個人若しくは法人又はこれらの組合せによって直接又は間接に所有されていないもの

(d) (a)から(c)までに規定する一又は二以上の政府、地方公共団体、機関、個人又は法人の組合せ

(b) 日本国が条約を適用することに関し、

(i) 「一方の締約国の居住者」には、当該締約国がフランスである場合には、その事業の実質的管理の場所がフランスにあり、かつ、フランスにおいて法人税を課されない組合又はその他の団体（フランスの国内法令に基づき組合と実質的に同様の課税が行われるものに限る。）を含む。この場合において、当該組合又はその他の団体は、その取得する所得のうち、フランスにおいて、その組合員又は構成員の段階において居住者の所得として租税を課される部分に関する限り、フランスの居住者であるとされる。

(ii) (i)の組合又はその他の団体の一又は二以上の組合員又は構成員がフランスの居住者ではなく第三国の居住者である場合において、日本国が当該第三国との間で締結した二重課税の回避のための条約又は協定があるときは、日本国の租税に関する当該組合又はその他の団体の納税義務は、当該一又は二以上の組合員又は構成員が当該条約又は協定により当該第三国の居住者であるとされる部分に関する限り、当該条約又は協定に基づいて決定される。

4 条約第九条に関し、両締約国の権限のある当局は、同条2に規定する調整が行われる場合において、当

## 議定書

所得に対する租税に関する二重課税の回避及び脱税の防止のためのフランス共和国政府と日本国政府との間の条約（以下「条約」という。）の署名に当たり、下名は、条約の不可分の一部を成す次の規定を協定した。

1 条約第二条1及び第十条5に関し、「日本国の租税」には、日本国については、日本国の法人税法（昭和四十年法律第三十四号）第八条に規定する租税を含まないことが了解される。

2 条約第三条2に関し、一方の締約国の税法に基づく意義は、当該締約国の他の法令に基づく意義に優先することが了解される。

3 条約第四条に関し、次のことが了解される。

(a) 条約第二十三条1の適用上、「フランスの居住者」には、その事業の実質的管理の場所がフランスにあり、かつ、フランスにおいて法人税を課されない組合又はその他の団体（フランスの国内法令に基づき組合と実質的に同様の課税が行われるものに限る。）を含む。

以上の証拠として、下名は、各自の政府から正当に委任を受けてこの条約に署名した。

千九百九十五年三月三日にパリで、ひとしく正文であるフランス語及び日本語により本書二通を作成した。

フランス共和国政府のために

*Marin*

日本国政府のために

松  
三  
南  
一  
郎



- (i) 源泉徴収される租税に関しては、終了の通告が行われた年の翌年の一月一日以後に租税を課される額
- (ii) 源泉徴収されない所得に対する租税に関しては、終了の通告が行われた年の翌年の一月一日以後に開始する各暦年又は各事業年度に関する所得
- (iii) その他の租税に関しては、終了の通告が行われた年の翌年の一月一日以後に生ずる課税事象に係る課税
- (b) 日本国においては、
- (i) 源泉徴収される租税に関しては、終了の通告が行われた年の翌年の一月一日以後に租税を課される額
- (ii) 源泉徴収されない所得に対する租税に関しては、終了の通告が行われた年の翌年の一月一日以後に開始する各課税年度の所得
- (iii) その他の租税に関しては、終了の通告が行われた年の翌年の一月一日以後に開始する各課税年度の租税

に開始する各課税年度の所得

④ その他の租税に関しては、この条約が効力を生ずる年の翌年の一月一日以後に開始する各課税年度の租税

3 千九百六十四年十一月二十七日にパリで署名された所得に対する租税に関する二重課税の回避のためのフランス共和国政府と日本国政府との間の条約（千九百八十一年三月十日にパリで署名された所得に対する租税に関する二重課税の回避のためのフランス共和国政府と日本国政府との間の条約を改正する議定書による改正を含む。）は、2の規定に従ってこの条約が適用される租税につき、終了し、かつ、適用されなくなる。

### 第三十一条

この条約は、無期限に効力を有する。ただし、いずれの一方の締約国も、この条約の効力発生の日から五年の期間が満了した後を開始する各暦年の六月三十日以前に、外交上の経路を通じて他方の締約国に対し書面による終了の通告を行うことができる。この場合には、この条約は、次のものについて効力を失う。

(a) フランスにおいては、

る。

2 この条約は、次のものについて適用する。

(a) フランスにおいては、

(i) 源泉徴収される租税に関しては、この条約が効力を生ずる年の翌年の一月一日以後に租税を課される額

(ii) 源泉徴収されない所得に対する租税に関しては、この条約が効力を生ずる年の翌年の一月一日以後に開始する各暦年又は各事業年度に関する所得

(iii) その他の租税に関しては、この条約が効力を生ずる年の翌年の一月一日以後に生ずる課税事象に係る課税

(b) 日本国においては、

(i) 源泉徴収される租税に関しては、この条約が効力を生ずる年の翌年の一月一日以後に租税を課される額

(ii) 源泉徴収されない所得に対する租税に関しては、この条約が効力を生ずる年の翌年の一月一日以後

## 第二十九条

一方の締約国の公認投資基金に参加する者が、当該基金の取得する配当又は利子の受益者として、第十条又は第十一条の規定により認められる特典を受ける権利を有する場合には、フランスについては当該基金の運用者が、日本国については当該基金の受託者が、当該基金のうち当該特典を受ける権利を有する者によって保有される部分に対応する額を限度として、当該特典の請求を行うことができる。他方の締約国は、当該請求の全部又は一部を承認するに当たって、当該一方の締約国と協議した後、当該基金に参加する者のうち当該特典を受ける権利を有しない者に対して当該特典を認めることを排除するため適当と認める条件を課することができる。当該請求の承認は、当該基金に参加する者が第十条又は第十一条の規定により受ける権利を有しない特典に係る租税又は支払若しくは還付について、当該他方の締約国が追徴し又は返還を請求する権利を害するものではない。

## 第三十条

1 この条約は、両締約国のそれぞれの憲法に従って承認されなければならない。この条約は、それぞれの締約国において憲法上の要件が満たされたことを確認する通告の交換の日の後三十日目の日に効力を生ず

1 (a) 各締約国は、この条約に基づいて他方の締約国の認める租税の免除又は税率の軽減が、このような特典を受ける権利を有しない者によって享受されることのないようにするため、当該他方の締約国が課する租税を徴収するよう努める。その徴収を行う締約国は、このようにして徴収された金額につき当該他方の締約国に対して責任を負う。

(b) 日本国は、第十条に規定するフランスの国庫からの支払又は還付が、当該支払又は還付を受ける権利を有しない者によって享受されることのないようにするため、当該支払又は還付に係る金額を取り戻すよう努める。日本国は、このようにして取り戻された金額につきフランスに対して責任を負う。

2 1の規定は、いかなる場合にも、1 (a)の租税を徴収し又は1 (b)の支払若しくは還付に係る金額を取り戻すよう努めるいずれの締約国に対しても、当該締約国の法令及び行政上の慣行に抵触し又は当該締約国の公の秩序に反することになる行政上の措置をとる義務を課するものと解してはならない。

## 第二十八条

この条約のいかなる規定も、国際法の一般原則又は特別の協定に基づく外交官又は領事官の租税上の特権に影響を及ぼすものではない。

ての決定に参与する者又は当局（裁判所及び行政機関を含む。）に対してのみ開示することができる。これらの者又は当局は、当該情報をこれらの目的のためにのみ使用することができる。これらの者又は当局は、当該情報を公開の法廷における審理又は司法上の決定において開示することができる。

2 1の規定は、いかなる場合にも、一方の締約国に対し、次のことを行う義務を課するものと解してはならない。

(a) 当該一方の締約国又は他方の締約国の法令及び行政上の慣行に抵触する行政上の措置をとること。

(b) 当該一方の締約国又は他方の締約国の法令の下において又は行政の通常の運営において入手することができない情報を提供すること。

(c) 営業上、事業上、産業上、商業上若しくは職業上の秘密若しくは取引の過程を明らかにするような情報又は公開することが公の秩序に反することになる情報を提供すること。

3 第二条の規定にかかわらず、1に規定する「この条約が適用される租税」には、両締約国が課するすべての種類の税を含む。

## 第二十七条

この条約の規定に適合しない課税を回避するため、他方の締約国の権限のある当局との合意によって当該事案を解決しよう努める。成立したすべての合意は、両締約国の法令上のいかなる期間制限にもかかわらず、実施されなければならない。

3 両締約国の権限のある当局は、この条約の解釈又は適用に関して生ずる困難又は疑義を合意によって解決しよう努める。両締約国の権限のある当局は、また、この条約に定めのない場合における二重課税を除去するため、相互に協議することができる。

4 両締約国の権限のある当局は、2及び3の合意に達するため、直接相互に通信することができる。

#### 第二十六条

1 両締約国の権限のある当局は、この条約若しくはこの条約が適用される租税に関する両締約国の法令（当該法令に基づく課税がこの条約の規定に反しない場合に限る。）を実施するため必要な情報を交換する。情報の交換は、第一条の規定による制限を受けない。一方の締約国が受領した情報は、当該一方の締約国がその法令に基づいて得た情報と同様に秘密として取り扱うものとし、この条約が適用される租税の賦課若しくは徴収、これらの租税に関する執行若しくは訴追又はこれらの租税に関する不服申立てについ

4 一方の締約国の企業であつてその資本の全部又は一部が他方の締約国の一又は二以上の居住者により直接又は間接に所有され又は支配されているものは、当該一方の締約国において、当該一方の締約国の類似の他の企業に課されており若しくは課されることがある租税若しくはこれに関連する要件以外の又はこれらよりも重い租税若しくはこれに関連する要件を課されることはない。

5 この条の規定は、第二条の規定にかかわらず、すべての種類の税に適用する。

#### 第二十五条

1 いずれか一方の又は双方の締約国の措置によりこの条の規定に適合しない課税を受けたと又は受けることになることを認める者は、当該事案について、当該いずれか一方の又は双方の締約国の法令に定める救済手段とは別に、自己が居住者である締約国の権限のある当局に対して又は当該事案が前条1の規定の適用に関するものである場合には自己が国民である締約国の権限のある当局に対して、申立てをすることができ、当該申立ては、この条の規定に適合しない課税に係る当該措置の最初の通知の日から三年以内に、しなければならない。

2 権限のある当局は、1の申立てを正当と認めるが、満足すべき解決を与えることができない場合には、



1 一方の締約国の国民は、他方の締約国において、特に居住者であるか否かに関して同様の状況にある当該他方の締約国の国民に課されており若しくは課されることがある租税若しくはこれに関連する要件以外の又はこれらよりも重い租税若しくはこれに関連する要件を課されることはない。この1の規定は、第一条の規定にかかわらず、締約国の居住者でない者にも、適用する。

2 一方の締約国の企業が他方の締約国内に有する恒久的施設に対する租税は、当該他方の締約国において、同様の活動を行う当該他方の締約国の企業に対して課される租税よりも不利に課されることはない。

この2の規定は、一方の締約国に対し、家族の状況又は家族を扶養するための負担を理由として自国の居住者に認める租税上の人的控除、救済及び軽減を他方の締約国の居住者に認めることを義務付けるものとして解してはならない。

3 第九条1、第十一条9又は第十二条7の規定が適用される場合を除くほか、一方の締約国の企業が他方の締約国の居住者に支払った利子、使用料その他の支払金については、当該企業の課税対象利得の決定に当たって、当該一方の締約国の居住者に支払われたとした場合における条件と同様の条件で控除するものとする。

すべての租税を含む（総所得に対して課されるものであるか所得の要素について課されるものであるかを問わず、動産又は不動産の譲渡から生ずる収益に対する租税を含む。）。

2 日本国以外の国において納付される租税を日本国の租税から控除することに関する日本国の法令に従い、

(a) 日本国の居住者がこの条約の規定に従ってフランスにおいて租税を課される所得をフランスにおいて取得する場合には、当該所得について納付されるフランスの租税の額は、当該居住者に対して課される日本国の租税の額から控除する。ただし、控除の額は、日本国の租税の額のうち当該所得に対応する部分を超えないものとする。

(b) フランスにおいて取得される所得が、フランスの居住者である法人により、その議決権のある株式又はその発行済株式の少なくとも十五パーセントを所有する日本国の居住者である法人に対して支払われる配当である場合には、日本国の租税からの控除を行うに当たり、当該配当を支払う法人によりその所得について納付されるフランスの租税を考慮に入れるものとする。

#### 第二十四条

## 第二十三条

1 (a) フランスについては、二重課税は、次の方法によって回避する。

日本国において生ずる所得であつてこの条約の規定に従つて日本国において租税を課することができるもの又は日本国においてのみ租税を課することができるものについては、当該所得の受益者がフランスの居住者であり、かつ、当該所得がフランスの法令上法人税の免除の対象とされない場合には、フランスの租税の計算上考慮に入れるものとする。この場合において、日本国の租税は、当該所得から控除することはできないものとするが、当該受益者は、これをフランスの租税から控除する権利を有する。当該控除の額は、次の額に等しいものとする。

(i) (ii) に規定する所得以外のものについては、当該所得に帰せられるフランスの租税の額

(ii) 第十条から第十二条まで、第十三条1から3まで、第十五条3、第十六条及び第十七条に規定する所得については、この条約の規定に従つて日本国において納付された租税の額（当該控除の額は、当該所得に帰せられるフランスの租税の額を超えないものとする。）

(b) (a) に規定する「フランスの租税」には、第二条1(a)の規定にかかわらず、フランスのために課される

はその滞在の直前に他方の締約国の居住者であったものは、その教育又は研究に係る報酬でその者が当該他方の締約国において租税を課されるものにつき、当該他方の締約国においてのみ租税を課される。

2 1の規定は、主として特定の者の私的利益のために行われる研究から生ずる所得については、適用しない。

## 第二十二條

1 一方の締約国の居住者の所得（源泉地を問わない。）で前各条に規定がないものに対しては、当該一方の締約国においてのみ租税を課することができる。

2 1の規定は、一方の締約国の居住者である所得（第六条2に規定する不動産から生ずる所得を除く。）の受領者が、他方の締約国において当該他方の締約国内にある恒久的施設を通じて事業を行い又は当該他方の締約国において当該他方の締約国内にある固定的施設を通じて独立の人的役務を提供する場合において、当該所得の支払の基因となった権利又は財産が当該恒久的施設又は当該固定的施設と実質的な関連を有するものであるときは、当該所得については、適用しない。この場合には、第七条又は第十四条の規定を適用する。

当該一方の締約国外から支払われるものである場合に限る。

2 政府又は宗教、慈善、學術、文芸若しくは教育の団体から支払われる主として勉学又は研究のための交付金、手当又は奨励金の受領者として、二年を超えない期間一方の締約国内に一時的に滞在する個人であつて、現に他方の締約国の居住者であるもの又はその滞在の直前に他方の締約国の居住者であつたものは、当該交付金、手当又は奨励金について、当該一方の締約国において租税を免除される。

3 他方の締約国の企業若しくは2に掲げる団体の使用人として又はこれらの企業若しくは団体との契約に基づき、専らこれらの企業若しくは団体以外の者から技術上、職業上又は事業上の経験を習得するため、一年を超えない期間一方の締約国内に一時的に滞在する個人であつて、現に他方の締約国の居住者であるもの又はその滞在の直前に他方の締約国の居住者であつたものは、自己の生計のための当該他方の締約国からの送金について、当該一方の締約国において租税を免除される。

#### 第二十一条

1 一方の締約国内にある大学、学校その他の公認された教育機関において教育又は研究を行うため当該一方の締約国を訪れ、二年を超えない期間滞在する個人であつて、現に他方の締約国の居住者であるもの

(ii) 専ら当該役務を提供するため当該他方の締約国の居住者となった者でないもの

2 (a) 一方の締約国又は当該一方の締約国の地方公共団体に対し提供される役務につき、個人に対し、当該一方の締約国若しくは当該一方の締約国の地方公共団体によって支払われ、又は当該一方の締約国若しくは当該一方の締約国の地方公共団体が拠出した基金から支払われる退職年金に対しては、当該一方の締約国においてのみ租税を課することができる。

(b) もっとも、(a)の個人が他方の締約国の居住者であり、かつ、当該他方の締約国の国民である場合には、その退職年金に対しては、当該他方の締約国においてのみ租税を課することができる。

3 一方の締約国又は当該一方の締約国の地方公共団体の行う事業に関連して提供される役務につき支払われる報酬及び退職年金については、第十五条から前条までの規定を適用する。

## 第二十条

1 専ら教育又は訓練を受けるため一方の締約国内に滞在する学生又は事業修習者であつて、現に他方の締約国の居住者であるもの又はその滞在の直前に他方の締約国の居住者であつたものがその生計、教育又は訓練のために受け取る給付については、当該一方の締約国において租税を課さない。ただし、当該給付が

又はいずれかの締約国の特別の法人若しくは非営利団体の資金により実質的に賄われる場合には、当該所得については、当該一方の締約国において租税を免除する。

#### 第十八条

次条2の規定が適用される場合を除くほか、過去の勤務につき一方の締約国の居住者に支払われる退職年金その他これに類する報酬に対しては、当該一方の締約国においてのみ租税を課することができる。

#### 第十九条

1 (a) 公務の遂行として一方の締約国又は当該一方の締約国の地方公共団体に対し提供される役務につき、個人に対し当該一方の締約国又は当該一方の締約国の地方公共団体によって支払われる報酬（退職年金を除く。）に対しては、当該一方の締約国においてのみ租税を課することができる。

(b) もっとも、当該役務が他方の締約国内において提供され、かつ、(a)の個人が次の(i)又は(ii)に該当する当該他方の締約国の居住者である場合には、その報酬に対しては、当該他方の締約国においてのみ租税を課することができる。

(i) 当該他方の締約国の国民

一方の締約国の居住者が他方の締約国の居住者である法人の役員資格で取得する役員報酬その他これに類する支払金に対しては、当該他方の締約国において租税を課することができる。

#### 第十七条

1 (a) 第十四条及び第十五条の規定にかかわらず、一方の締約国の居住者である個人が演劇、映画、ラジオ若しくはテレビジョンの俳優、音楽家その他の芸能人又は運動家として他方の締約国内で行う個人的活動によって取得する所得に対しては、当該他方の締約国において租税を課することができる。

(b) もっとも、そのような活動がいずれかの締約国若しくはいずれかの締約国の地方公共団体の公的資金又はいずれかの締約国の特別の法人若しくは非営利団体の資金により実質的に賄われる場合には、当該所得については、当該他方の締約国において租税を免除する。

2 (a) 一方の締約国内で行う芸能人又は運動家としての個人的活動に関する所得が当該芸能人又は運動家以外の方に帰属する場合には、当該所得に対しては、第七条、第十四条及び第十五条の規定にかかわらず、当該芸能人又は運動家の活動が行われる当該一方の締約国において租税を課することができる。

(b) もっとも、そのような活動がいずれかの締約国若しくはいずれかの締約国の地方公共団体の公的資金



おいて行われる場合には、当該勤務から生ずる報酬に対しては、当該他方の締約国において租税を課することができる。

2 1の規定にかかわらず、一方の締約国の居住者が他方の締約国内において行う勤務について取得する報酬に対しては、次の(a)から(c)までに掲げることを条件として、当該一方の締約国においてのみ租税を課することができる。

(a) 報酬の受領者が継続するいかなる十二箇月の期間においても合計百八十三日を超えない期間当該他方の締約国内に滞在すること。

(b) 報酬が当該他方の締約国の居住者でない雇用者又はこれに代わる者から支払われるものであること。

(c) 報酬が雇用者の当該他方の締約国内に有する恒久的施設又は固定的施設によって負担されるものであること。

3 1及び2の規定にかかわらず、一方の締約国の企業が国際運輸に運用する船舶又は航空機内において行われる勤務に係る報酬に対しては、当該一方の締約国において租税を課することができる。

#### 第十六条

7 1から6までの規定は、前条5に規定する収入については、適用しない。

#### 第十四条

1 一方の締約国の居住者が自由職業その他の独立の性格を有する活動について取得する所得に対しては、その者が自己の活動を行うため通常その用に供している固定的施設を他方の締約国内に有しない限り、当該一方の締約国においてのみ租税を課することができる。その者がそのような固定的施設を有する場合には、当該所得に対しては、当該固定的施設に帰せられる部分についてのみ、当該他方の締約国において租税を課することができる。

2 「自由職業」には、特に、学術上、文学上、美術上及び教育上の独立の活動並びに医師、弁護士、技術士、建築士、歯科医師及び公認会計士の独立の活動を含む。

#### 第十五条

1 次条及び第十八条から第二十一条までの規定が適用される場合を除くほか、一方の締約国の居住者がその勤務について取得する給料、賃金その他これらに類する報酬に対しては、勤務が他方の締約国内において行われないう限り、当該一方の締約国においてのみ租税を課することができる。勤務が他方の締約国内に

取引されるものを除く。)、法人の持分又は組合、信託若しくは遺産の持分の譲渡から生ずる収益に対しては、当該法人、組合、信託又は遺産が一方の締約国内に存在する不動産を主要な財産として直接又は間接に所有する場合には、当該一方の締約国において租税を課することができる。

4 2及び3の規定にかかわらず、一方の締約国の企業が他方の締約国内に有する恒久的施設の事業用資産の一部を成す財産(不動産を除く。)の譲渡又は一方の締約国の居住者が独立の人的役務を提供するため他方の締約国内においてその用に供している固定的施設に係る財産(不動産を除く。)の譲渡から生ずる収益(単独に若しくは企業全体として行われる当該恒久的施設の譲渡又は当該固定的施設の譲渡から生ずる収益を含む。)に対しては、当該他方の締約国において租税を課することができる。

5 一方の締約国の居住者が国際運輸に運用する船舶又は航空機及びこれらの船舶又は航空機の運用に係る財産(不動産を除く。)の譲渡によって取得する収益に対しては、当該一方の締約国においてのみ租税を課することができる。

6 1から5までに規定する財産以外の財産の譲渡から生ずる収益に対しては、譲渡者が居住者である締約国においてのみ租税を課することができる。

- 2 (a) 一方の締約国の居住者が他方の締約国の居住者である法人の株式の譲渡によって取得する収益に対しては、次のことを条件として、当該他方の締約国において租税を課することができる。
- (i) 当該譲渡者が保有し又は所有する株式（当該譲渡者の特殊関係者が保有し又は所有する株式で当該譲渡者が保有し又は所有するものと合算されるものを含む。）の数が、当該課税年度中のいかなる時点においても当該法人の発行済株式の少なくとも二十五パーセントであること。
- (ii) 当該譲渡者及びその特殊関係者が当該課税年度中に譲渡した株式の総数が、当該法人の発行済株式の少なくとも五パーセントであること。
- (b) (a)の規定にかかわらず、一方の締約国の居住者である法人が企業の組織再編に関連して(a)に規定する株式の譲渡から生ずる収益を取得する場合であって、当該締約国の権限のある当局が、当該組織再編に係る譲渡に関し、当該締約国の税法上課税の繰延べが当該居住者に認められることを証明する証明書が発行するときは、当該収益は当該一方の締約国においてのみ課税される。ただし、この(b)の規定の特典を得ることを主たる目的として行われた取引については、この限りでない。
- 3 2の規定にかかわらず、法人が発行する株式（いずれか一方の締約国の公認の株式取引所において通常

の生じた他方の締約国において当該他方の締約国内にある恒久的施設を通じて事業を行い又は当該他方の締約国において当該他方の締約国内にある固定的施設を通じて独立の人的役務を提供する場合において、当該使用料又は収入の支払の基因となった権利又は財産が当該恒久的施設又は当該固定的施設と実質的な関連を有するものであるときは、適用しない。この場合には、第七条又は第十四条の規定を適用する。

7 使用料又は収入の支払の基因となった使用、権利又は情報について考慮した場合において、使用料又は収入の支払者と受益者との間又はその双方と第三者との間の特別の関係により、使用料又は収入の額が、その関係がないとしたならば支払者及び受益者が合意したとみられる額を超えるときは、この条の規定は、その合意したとみられる額についてのみ適用する。この場合には、支払われた額のうち当該超過分に對し、この条約の他の規定に妥当な考慮を払った上、各締約国の法令に従って租税を課することができる。

### 第十三条

1 第六条に規定する不動産の譲渡から生ずる収益に対しては、当該不動産が存在する締約国において租税を課することができる。

フィルム及びラジオ放送用又はテレビジョン放送用のフィルム又はテープを含む。)の著作権、特許権、商標権、意匠、模型、図面、秘密方式若しくは秘密工程の使用若しくは使用の権利の対価として、又は産業上、商業上若しくは学術上の経験に関する情報の対価として受領するすべての種類の支払金をいう。

4 使用料は、その支払者が一方の締約国又は当該一方の締約国の地方公共団体若しくは居住者である場合には、当該一方の締約国内において生じたものとされる。ただし、使用料の支払者(締約国の居住者であるかないかを問わない。)が一方の締約国内に恒久的施設又は固定的施設を有する場合において、当該使用料を支払う債務が当該恒久的施設又は固定的施設について生じ、かつ、当該使用料が当該恒久的施設又は固定的施設によって負担されるものであるときは、当該使用料は、当該恒久的施設又は固定的施設が存在する当該一方の締約国内において生じたものとされる。

5 1、2及び4の規定は、文学上、美術上若しくは学術上の著作物(ソフトウェア、映画フィルム及びラジオ放送用又はテレビジョン放送用のフィルム又はテープを含む。)の著作権、特許権、商標権、意匠、模型、図面、秘密方式又は秘密工程の譲渡から生ずる収入についても、同様に適用する。

6 1、2及び5の規定は、一方の締約国の居住者である使用料又は収入の受益者が、当該使用料又は収入

在する当該一方の締約国内において生じたものとされる。

9 利子の支払の基因となった債権について考慮した場合において、利子の支払者と受益者との間又はその双方と第三者との間の特別の関係により、利子の額が、その関係がないとしたならば支払者及び受益者が合意したとみられる額を超えるときは、この条の規定は、その合意したとみられる額についてのみ適用する。この場合には、支払われた額のうち当該超過分に対し、この条約の他の規定に妥当な考慮を払った上、各締約国の法令に従って租税を課することができる。

## 第十二条

1 一方の締約国内において生じ、他方の締約国の居住者に支払われる使用料に対しては、当該他方の締約国において租税を課することができる。

2 1の使用料に対しては、当該使用料が生じた締約国においても、当該締約国の法令に従って租税を課することができる。その租税の額は、当該使用料の受領者が当該使用料の受益者である場合には、当該使用料の額の十パーセントを超えないものとする。

3 この条において、「使用料」とは、文学上、美術上若しくは学術上の著作物（ソフトウェア、映画フィ

6 この条において、「利子」とは、すべての種類の信用に係る債権（担保の有無及び債務者の利得の分配を受ける権利の有無を問わない。）から生じた所得、特に、公債、債券又は社債から生じた所得（公債、債券又は社債の割増金及び賞金を含む。）をいう。

7 1から3まで及び5の規定は、一方の締約国の居住者である利子の受益者が、当該利子の生じた他方の締約国において当該他方の締約国内にある恒久的施設を通じて事業を行い又は当該他方の締約国において当該他方の締約国内にある固定的施設を通じて独立の人的役務を提供する場合において、当該利子の支払の基因となった債権が当該恒久的施設又は当該固定的施設と実質的な関連を有するものであるときは、適用しない。この場合には、第七条又は第十四条の規定を適用する。

8 利子は、その支払者が一方の締約国又は当該一方の締約国の地方公共団体若しくは居住者である場合には、当該一方の締約国内において生じたものとされる。ただし、利子の支払者（締約国の居住者であるかないかを問わない。）が一方の締約国内に恒久的施設又は固定的施設を有する場合において、当該利子の支払の基因となった債務が当該恒久的施設又は固定的施設について生じ、かつ、当該利子が当該恒久的施設又は固定的施設によって負担されるものであるときは、当該利子は、当該恒久的施設又は固定的施設の存



4 3の規定の適用上、「中央銀行」及び「政府の所有する金融機関」とは、次のものをいう。

(a) フランスについては、

(i) フランス銀行

(ii) フランス政府が所有するその他の金融機関で両締約国の政府が外交上の公文の交換により合意するもの

(b) 日本国については、

(i) 日本銀行

(ii) 日本輸出入銀行

(iii) 日本国政府が所有するその他の金融機関で両締約国の政府が外交上の公文の交換により合意するもの

5 一方の締約国内において生ずる利子であつて、信用供与による設備又は物品の販売に關し他方の締約国の居住者に支払われるものについては、当該一方の締約国において租税を免除する。ただし、当該他方の締約国の居住者が当該設備又は物品の販売者である場合に限る。

なる租税も課することができず、また、当該留保所得に対して租税を課することができない。

#### 第十一条

1 一方の締約国内において生じ、他方の締約国の居住者に支払われる利子に対しては、当該他方の締約国において租税を課することができる。

2 1の利子に対しては、当該利子が生じた締約国においても、当該締約国の法令に従って租税を課することができる。その租税の額は、当該利子の受領者が当該利子の受益者である場合には、当該利子の額の十パーセントを超えないものとする。

3 2の規定にかかわらず、一方の締約国内において生ずる利子であって、他方の締約国の政府、当該他方の締約国の地方公共団体、当該他方の締約国の中央銀行又は当該他方の締約国の政府の所有する金融機関が取得するもの及び当該他方の締約国の政府、当該他方の締約国の地方公共団体、当該他方の締約国の中央銀行若しくは当該他方の締約国の政府の所有する金融機関によって保険に付された債権、これらによって保証された債権又はこれらによる間接融資に係る債権に関し当該他方の締約国の居住者が取得するものについては、当該一方の締約国において租税を免除する。

8 この条において、「配当」とは、株式、受益株式、鉱業株式、発起人持分その他利得の分配を受ける権利（信用に係る債権を除く。）から生ずる所得及びその他の持分から生ずる所得であつて分配を行う法人が居住者である締約国の税法上株式から生ずる所得と同様に取り扱われるものをいう。

9 1から5まで及び7の規定は、一方の締約国の居住者である配当の受益者が、当該配当を支払う法人が居住者である他方の締約国において当該他方の締約国内にある恒久的施設を通じて事業を行い又は当該他方の締約国において当該他方の締約国内にある固定的施設を通じて独立の人的役務を提供する場合において、当該配当の支払の基因となった株式その他の持分が当該恒久的施設又は当該固定的施設と実質的な関連を有するものであるときは、適用しない。この場合には、第七条又は第十四条の規定を適用する。

10 一方の締約国の居住者である法人が他方の締約国から利得又は所得を取得する場合には、当該他方の締約国は、当該法人の支払う配当及び当該法人の留保所得については、これらの配当及び留保所得の全部又は一部が当該他方の締約国内において生じた利得又は所得から成るときにおいても、当該配当（当該他方の締約国の居住者に支払われる配当及び配当の支払の基因となった株式その他の持分が当該他方の締約国内にある恒久的施設又は固定的施設と実質的な関連を有するものである場合の配当を除く。）に対していか

三十に等しい額の支払を受ける権利を有する。当該支払を受ける額は、2(a)の規定により租税を課される。

(b) フランスの税法に規定する配当の額に対するタックス・クレジットの額の割合が二分の一から変更された場合には、フランスは、(a)の規定に従って与えられる支払の額が当該配当及び当該支払から源泉徴収される租税の額に一致するよう(a)に規定する割合を変更する。

(c) (a)に規定するフランスの国庫からの支払の額は、この条約の適用上配当とみなす。

6 4及び5の規定は、日本国の居住者である配当の受益者が、フランスの国税当局から要求がある場合において、自己が配当の支払の基因となった株式の所有者であることを証明しないときは、適用しない。

7 フランスの居住者である法人が支払う配当を受領する日本国の居住者であつて、4に規定するフランスの国庫からの支払を受ける権利を有しないものは、当該配当に関し当該配当を支払う法人が実質的に支払った範囲内で前払税の還付を受けることができる。ただし、当該還付の額は、5に規定するフランスの国庫からの支払を受ける場合には、当該支払の額だけ減額される。当該還付される前払税の額は、この条約の適用上配当とみなす。2の規定は、当該還付される額に適用する。

(b) (a)の規定は、次の(i)又は(ii)に該当する日本国の居住者についてのみ適用する。

(i) 個人

(ii) (a)の配当を支払う法人の発行済株式の少なくとも十五パーセントを直接又は間接に所有する法人以外の法人

(c) (a)の規定は、配当の受益者が、当該配当及びフランスの国庫からの当該支払に対し日本国の租税を課されることとなる場合にのみ適用する。

(d) (a)に規定するフランスの国庫からの支払の額は、この条約の適用上配当とみなす。

5 (a) 専ら退職後の給付を確保することを目的として日本国において設立され又は組織された集合年金基金であつて日本国の租税が免除されるものについては、この条の規定（4の規定を除く。）の適用上日本国の居住者とみなす。当該基金が、フランスの居住者である法人が支払う配当であつてフランスの居住者が受領したとしたならばタックス・クレジットを受ける権利を有することとなるものを当該配当の受益者として受領する場合には、当該基金は、当該配当を支払う法人の発行済株式の十パーセント以上を直接又は間接に所有しない場合に限り、フランスの国庫から当該タックス・クレジットの額の八十五分の

居住者（所有の連鎖の中にある中間の法人であるものを除く。）との間の所有の連鎖において、当該所有の連鎖の中にある中間の法人のうちのいずれかがいずれか一方の締約国又は適格国の居住者でない場合には、間接に所有されているものとされない。

④ 株式は、一の所有の連鎖の中にある一又は二以上の中間の法人が (b) (i) 又は (b) (ii) に規定する要件を満たさない場合であっても、すべての中間の法人が当該要件を満たす他の所有の連鎖があるときは、間接に所有されているものとみなされることが了解される。

(c) (a) 及び (b) の規定の適用上、「適格国」とは、配当を支払う法人が居住者である締約国との間において、二重課税の回避のための条約又は協定であって、2 (c) の規定に基づいて認められる特典と同様の特典について規定するものを締結している国をいう。

4 (a) 日本国の居住者は、フランスの居住者である法人が支払う配当であってフランスの居住者が受領したとしたならばタックス・クレジットを受ける権利を有することとなるものを当該配当の受益者として受領する場合には、フランスの国庫から当該タックス・クレジットの額に等しい額の支払を受ける権利を有する。当該支払を受ける額は、2 (a) の規定により租税を課される。

の締約国の公認の株式取引所において通常取引されているもの又は適格国の居住者である一若しくは二以上の法人であつてその株式が当該適格国の公認の株式取引所において通常取引されているもの

(b) (a) から (c) までに掲げる一又は二以上の政府、地方公共団体、機関、個人又は法人の組合せ

(b) (i) (a) (ii) の規定の適用上、株式は、当該株式がいずれかの所有の連鎖の中にある一又は二以上の中間の法人によつて所有される場合であつて、当該連鎖の中にある中間の各法人の発行済株式の五十パーセントを超える株式が、次のいずれかによつて所有されているときは、間接に所有されているものとされる。

(aa) 当該連鎖の中にある一又は二以上の中間の法人

(bb) いずれか一方の締約国若しくは適格国の政府若しくは地方公共団体、これらの政府若しくは地方公共団体が所有する機関又は (a) (ii) (b) 及び (a) (ii) (c) に掲げる一若しくは二以上の個人若しくは法人

(cc) (aa) 及び (bb) に掲げる一又は二以上の政府、地方公共団体、機関、個人又は法人の組合せ

(ii) (i) の規定にかかわらず、一方の締約国の居住者である法人が発行した株式は、当該法人と適格国の

- (iii) 当該配当を支払う法人が日本国の居住者である場合には、当該法人の議決権株式の少なくとも十五パーセント
- (d) この2の規定は、当該配当を支払う法人のその配当に充てられる利得に対する課税に影響を及ぼすものではない。
- 3 (a) 2 (c)の規定の適用上、「締約国の適格居住者」とは、締約国の居住者である法人であつて次の(i)又は(ii)に規定する条件を満たすものをいう。
- (i) 当該法人の株式がいずれか一方の締約国の公認の株式取引所において通常取引されていること。
- (ii) 当該法人の発行済株式の五十パーセントを超える株式が、次の(α)から(ω)までに掲げるもののうちのいずれかによって直接又は間接に所有されていること。
- (α) いずれか一方の締約国若しくは適格国の政府若しくは地方公共団体又はこれらの政府若しくは地方公共団体が所有する機関
- (β) いずれか一方の締約国又は適格国の居住者である一又は二以上の個人
- (γ) いずれか一方の締約国の居住者である一若しくは二以上の法人であつてその株式がいずれか一方



(ii) に掲げる株式を所有する法人であるときは、当該配当の額の五パーセントを超えない範囲内で、当該配当を支払う法人が居住者である締約国においても、当該締約国の法令に従って租税を課することができる。

(i) 当該配当を支払う法人がフランスの居住者である場合には、当該法人の発行済株式の少なくとも十  
五パーセント（間接に所有されるものを含む）

(ii) 当該配当を支払う法人が日本国の居住者である場合には、当該法人の議決権株式の少なくとも十五  
パーセント

(c) (a) 及び (b) の規定にかかわらず、1 の配当に対しては、当該配当の受領者が当該配当の受益者であり、  
かつ、一方の締約国の適格居住者である法人であつて、利得の分配に係る事業年度の終了の日に先立つ  
六箇月の期間を通じ、次の (i) 又は (ii) に掲げる株式を所有するものである場合には、当該一方の締約国に  
おいてのみ租税を課することができる。

(i) 当該配当を支払う法人がフランスの居住者である場合には、当該法人の発行済株式の少なくとも十  
五パーセント（間接に所有されるものを含む）

国の企業の利得に算入して租税を課する場合において、両締約国の権限のある当局が、協議の上、その算入された利得の全部又は一部が、双方の企業の間設けられた条件が独立の企業の間設けられたであろう条件であったとしたならば当該他方の締約国の企業の利得となつたとみられる利得であることに同意するときは、当該一方の締約国は、その合意された利得に対して当該一方の締約国において課された租税の額につき適当な調整を行う。この調整に当たっては、この条約の他の規定に妥当な考慮を払う。

#### 第十条

1 一方の締約国の居住者である法人が他方の締約国の居住者に支払う配当に対しては、当該他方の締約国において租税を課することができる。

2 (a) 1の配当に対しては、これを支払う法人が居住者である締約国においても、当該締約国の法令に従つて租税を課することができる。その租税の額は、当該配当の受領者が当該配当の受益者である場合には、当該配当の額の十五パーセントを超えないものとする。

(b) (a)の規定にかかわらず、1の配当に対しては、当該配当の受領者が当該配当の受益者である場合であつて、当該受益者が、利得の分配に係る事業年度の終了の日に先立つ六箇月の期間を通じ、次の(1)又は

に類似するもの（国税であるか地方税であるかを問わない。）についても、同様とする。

- 3 1及び2の規定は、共同計算、共同経営又は国際経営共同体に参加していることよって取得する利得についても、適用する。

#### 第九条

- 1 (a) 一方の締約国の企業が他方の締約国の企業の経営、支配若しくは資本に直接若しくは間接に参加している場合又は

(b) 同一の者が一方の締約国の企業及び他方の締約国の企業の経営、支配若しくは資本に直接若しくは間接に参加している場合

であつて、そのいずれの場合においても、商業上又は資金上の関係において、双方の企業の間には、独立の企業間に設けられる条件と異なる条件が設けられ又は課されているときは、その条件がないとしたならば一方の企業の利得となつたとみられる利得であつてその条件のために当該一方の企業の利得とならなかつたものに対しては、これを当該一方の企業の利得に算入して租税を課することができる。

- 2 一方の締約国において租税を課された当該一方の締約国の企業の利得を他方の締約国が当該他方の締約

- 5 恒久的施設が企業のために物品又は商品の単なる購入を行ったことを理由としては、いかなる利得も、当該恒久的施設に帰せられることはない。
- 6 1から5までの規定の適用上、恒久的施設に帰せられる利得は、毎年同一の方法によって決定する。ただし、別の方法を用いることにつき正当な理由がある場合は、この限りでない。
- 7 他の条で別個に取り扱われている種類の所得が企業の利得に含まれる場合には、当該他の条の規定は、この条の規定によって影響されることはない。

#### 第八条

- 1 一方の締約国の企業が船舶又は航空機を国際運輸に運用することによって取得する利得に対しては、当該一方の締約国においてのみ租税を課することができる。
- 2 第二条1の規定にかかわらず、一方の締約国の企業は、船舶又は航空機を国際運輸に運用することにつき、フランスの企業である場合には日本国における事業税及び事業所税を免除され、日本国の企業である場合にはフランスにおける職業税及び職業税附加税を免除される。前段に掲げる租税に加えて又はこれに代わってこの条約の署名の日の後に課される租税であって前段に掲げる租税と同一であるもの又は実質的

2 3の規定に従うことを条件として、一方の締約国の企業が他方の締約国内にある恒久的施設を通じて当該他方の締約国内において事業を行う場合には、当該恒久的施設が、同一又は類似の条件で同一又は類似の活動を行い、かつ、当該恒久的施設を有する企業と全く独立の立場で取引を行う別個のかつ分離した企業であるとしたならば当該恒久的施設が取得したとみられる利得が、各締約国において当該恒久的施設に帰せられるものとする。

3 恒久的施設の利得を決定するに当たっては、経営費及び一般管理費を含む費用で当該恒久的施設のために生じたものは、当該恒久的施設が存在する締約国内において生じたものであるか他の場所において生じたものであるかを問わず、損金に算入することを認められる。

4 2の規定は、恒久的施設に帰せられるべき利得を企業の利得の総額の当該企業の各構成部分への配分によって決定する慣行が一方の締約国にある場合には、租税を課されるべき利得をその慣行とされている配分の方法によって当該一方の締約国が決定することを妨げるものではない。ただし、用いられる配分の方法は、当該配分の方法によって得た結果がこの条に定める原則に適合するようなものでなければならぬ。

る。

4 1及び3の規定は、企業の不動産から生ずる所得及び独立の人的役務を提供するために使用される不動産から生ずる所得についても、適用する。

5 一方の締約国に存在する不動産を利用する権利を株主その他の構成員に付与することを目的とする法人の株式その他の持分をある者が所有する場合には、当該者が自己の権利の賃貸その他のすべての形式による使用（当該者自身による占有を除く。）により取得する所得については、次条及び第十四条の規定にかかわらず、当該一方の締約国において租税を課することができる。

#### 第七条

1 一方の締約国の企業の利得に対しては、その企業が他方の締約国内にある恒久的施設を通じて当該他方の締約国内において事業を行わない限り、当該一方の締約国においてのみ租税を課することができる。一方の締約国の企業が他方の締約国内にある恒久的施設を通じて当該他方の締約国内において事業を行う場合には、その企業の利得のうち当該恒久的施設に帰せられる部分に対してのみ、当該他方の締約国において租税を課することができる。

7 一方の締約国の居住者である法人が、他方の締約国の居住者である法人若しくは他方の締約国内において事業（「恒久的施設」を通じて行われるものであるかないかを問わない。）を行う法人を支配し、又はこれらに支配されているという事実のみによっては、いずれの一方の法人も、他方の法人の「恒久的施設」とはされない。

#### 第六条

- 1 不動産から生ずる所得（農業又は林業から生ずる所得を含む。）に対しては、当該不動産が存在する締約国において租税を課することができる。
- 2 「不動産」の用語は、当該財産が存在する締約国の法令における不動産の意義を有するものとする。不動産には、いかなる場合にも、これに附属する財産、農業又は林業に用いられている家畜類及び設備、不動産に関する一般法の規定の適用がある権利、不動産用益権並びに鉱石、水その他の天然資源の採取又は採取の権利の対価として料金（金額が確定しているかないかを問わない。）を受領する権利を含む。船舶及び航空機は、不動産とはみなさない。
- 3 1の規定は、不動産の直接使用、賃貸その他のすべての形式による使用から生ずる所得について適用す

の場所を保有すること。

(f) (a)から(e)までに掲げる活動を組み合わせた活動を行うことのみを目的として、事業を行う一定の場所を保有すること。ただし、当該一定の場所におけるこのような組合せによる活動の全体が準備的又は補助的な性格のものである場合に限る。

5 1及び2の規定にかかわらず、企業に代わって行動する者(6の規定が適用される独立の地位を有する代理人を除く。)が、一方の締約国内で、当該企業の名において契約を締結する権限を有し、かつ、この権限を反復して行使する場合には、当該企業は、その者が当該企業のために行うすべての活動について、当該一方の締約国内に「恒久的施設」を有するものとされる。ただし、その者の活動が4に掲げる活動(事業を行う一定の場所で行われたとしても、4の規定により当該一定の場所が「恒久的施設」とされない活動)のみである場合は、この限りでない。

6 企業は、通常の方法でその業務を行う仲立人、問屋その他の独立の地位を有する代理人を通じて一方の締約国内で事業活動を行っているという理由のみでは、当該一方の締約国内に「恒久的施設」を有するものとされない。



- (c) 事務所
  - (d) 工場
  - (e) 作業場
  - (f) 鉱山、石油又は天然ガスの坑井、採石場その他天然資源を採取する場所
- 3 建築工事現場又は建設若しくは据付けの工事は、十二箇月を超える期間存続する場合に限り、「恒久的施設」とする。
- 4 1から3までの規定にかかわらず、「恒久的施設」には、次のことは、含まれないものとする。
- (a) 企業に属する物品又は商品の保管、展示又は引渡しのためのみ施設を使用すること。
  - (b) 企業に属する物品又は商品の在庫を保管、展示又は引渡しのためのみ保有すること。
  - (c) 企業に属する物品又は商品の在庫を他の企業による加工のためのみ保有すること。
  - (d) 企業のために物品若しくは商品を購入し又は情報を収集することのみを目的として、事業を行う一定の場所を保有すること。
  - (e) 企業のためにその他の準備的又は補助的な性格の活動を行うことのみを目的として、事業を行う一定

住者とみなす。

(c) その常用の住居を双方の締約国内に有する場合又はこれをいずれの締約国内にも有しない場合には、当該個人は、自己が国民である締約国の居住者とみなす。

(d) 当該個人が双方の締約国の国民である場合又はいずれの締約国の国民でもない場合には、両締約国の権限のある当局は、合意により当該事案を解決する。

3 1の規定により双方の締約国の居住者に該当する者で個人以外の者については、両締約国の権限のある当局は、合意により、この条約の適用上その者が居住者であるとみなされる締約国を決定する。

#### 第五条

1 この条約の適用上、「恒久的施設」とは、事業を行う一定の場所であつて企業がその事業の全部又は一部を行っている場所をいう。

2 「恒久的施設」には、特に、次のものを含む。

(a) 事業の管理の場所

(b) 支店

釈すべき場合を除くほか、この条約の適用を受ける租税に関する当該一方の締約国の法令における当該用語の意義を有するものとする。

#### 第四条

1 この条約の適用上、「一方の締約国の居住者」とは、当該一方の締約国の法令の下において、住所、居所、本店又は主たる事務所の所在地、事業の管理の場所その他これらに類する基準により当該一方の締約国において課税を受けるべきものとされる者をいう。ただし、この用語には、当該一方の締約国内に源泉のある所得のみについて当該一方の締約国において課税される者を含まない。

2 1の規定により双方の締約国の居住者に該当する個人については、次の原則によるものとする。

(a) 当該個人は、その使用する恒久的住居が存在する締約国の居住者とみなす。その使用する恒久的住居を双方の締約国内に有する場合には、当該個人は、その人的及び経済的關係がより密接な締約国（重要な利害關係の中心がある国）の居住者とみなす。

(b) その重要な利害關係の中心がある締約国を決定することができない場合又はその使用する恒久的住居をいずれの締約国内にも有しない場合には、当該個人は、その有する常用の住居が所在する締約国の居

業及び他方の締約国の居住者が営む企業をいう。

(h) 「国民」とは、

(i) フランスについては、フランスの国籍を有するすべての個人及びフランスで施行されている法令によりその地位を与えられたすべての法人、組合その他の団体をいう。

(ii) 日本国については、日本国の国籍を有するすべての個人並びに日本国の法令に基づいて設立され又は組織されたすべての法人及び法人格を有しないが日本国の租税に関し日本国の法令に基づいて設立され又は組織された法人として取り扱われるすべての団体をいう。

(i) 「国際運輸」とは、一方の締約国の企業が運用する船舶又は航空機による運送（他方の締約国内の地点の間においてのみ運用される船舶又は航空機による運送を除く。）をいう。

(j) 「権限のある当局」とは、

(i) フランスについては、予算大臣又は権限を与えられたその代理者をいう。

(ii) 日本国については、大蔵大臣又は権限を与えられたその代理者をいう。

2 一方の締約国によるこの条約の適用上、この条約において定義されていない用語は、文脈により別に解

1 この条約の適用上、文脈により別に解釈すべき場合を除くほか、

(a) 「フランス」とは、フランス共和国のうちのヨーロッパ県及び海外県（これらの県に係る領海を含む。）並びにこれらの県の外側に位置する水域でフランス共和国が国際法に基づき海底及びその下にある天然資源の探査及び開発のための主権的権利を有する水域をいう。

(b) 「日本国」とは、地理的意味で用いる場合には、日本国の租税に関する法令が施行されているすべての領域（領海を含む。）及びその領域の外側に位置する水域で日本国が国際法に基づき管轄権を有し日本国の租税に関する法令が施行されているすべての水域（海底及びその下を含む。）をいう。

(c) 「一方の締約国」及び「他方の締約国」とは、文脈により、フランス又は日本国をいう。

(d) 「租税」とは、文脈により、フランスの租税又は日本国の租税をいう。

(e) 「者」には、個人、法人及び法人以外の団体を含む。

(f) 「法人」とは、法人格を有する団体又は租税に関し法人格を有する団体として取り扱われる団体を含む。

(g) 「一方の締約国の企業」及び「他方の締約国の企業」とは、それぞれ一方の締約国の居住者が営む企

(iii) 法人概算税

(これらの租税に係る前払税のほか、源泉徴収又は予納により徴収されるものを含む。)

(以下「フランスの租税」という。)

(b) 日本国については、

(i) 所得税

(ii) 法人税

(iii) 住民税

(以下「日本国の租税」という。)

2 この条約は、1に掲げる租税に加えて又はこれに代わってこの条約の署名の日の後に課される租税であつて1に掲げる租税と同一であるもの又は実質的に類似するもの(国税であるか地方税であるかを問わない。)についても、適用する。両締約国の権限のある当局は、それぞれの国の税法について行われた実質的な改正を、その改正後の妥当な期間内に、相互に通知する。

第三条

## [JAPANESE TEXT — TEXTE JAPONAIS]

所得に対する租税に関する二重課税の回避及び脱税の防止のためのフランス共和国政府と日本国政府との間の条約

フランス共和国政府及び日本国政府は、所得に対する租税に関し、二重課税を回避し及び脱税を防止するための条約を締結することを希望して、次のとおり協定した。

## 第一条

この条約は、一方又は双方の締約国の居住者である者に適用する。

## 第二条

1 この条約は、次の租税について適用する。

- (a) フランスについては、
  - (i) 所得税
  - (ii) 法人税

## [TRANSLATION — TRADUCTION]

**CONVENTION<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF JAPAN FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION AND FRAUD WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME**

The Government of the French Republic and the Government of Japan,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income,

Have agreed as follows:

*Article 1*

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

*Article 2*

1. This Convention shall apply to the following taxes:

(a) In the case of France:

- (i) The income tax;
  - (ii) The corporation tax;
  - (iii) Annual flat-rate tax of companies;  
including any taxes withheld at source, prepayments or advance payments with respect to the above-mentioned taxes;
- (hereinafter referred to as “French tax”);

(b) In the case of Japan:

- (i) The income tax;
  - (ii) The corporation tax;
  - (iii) The local per capita income tax;
- (hereinafter referred to as “Japanese tax”).

2. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes, national or local, which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of the taxes referred to in paragraph 1. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other as soon as possible of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

<sup>1</sup> Came into force on 24 March 1995 by notification, in accordance with article 30.



*Article 3*

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) The term “France” means the European and overseas departments of the French Republic, including the territorial seas and any area beyond the territorial seas over which the French Republic, in accordance with international law, has sovereign rights for the purposes of the exploration and exploitation of the natural resources of the seabed and subsoil thereof;

(b) The term “Japan”, when used in a geographical sense, means all the territory of Japan, including its territorial sea, in which the laws relating to Japanese tax are in force, and all the area beyond its territorial sea, including the sea-bed and subsoil thereof, over which Japan has jurisdiction in accordance with international law and in which the laws relating to Japanese tax are in force;

(c) The terms “Contracting State” and “other Contracting State” mean France or Japan, as the case may be;

(d) The term “tax” means the French tax or the Japanese tax, as the case may be;

(e) The term “person” includes an individual, a company and any other body of persons;

(f) The term “company” means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

(g) The terms “enterprise of a Contracting State” and “enterprise of the other Contracting State” mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

(h) The term “nationals” means:

(i) In France, all individuals possessing French nationality and all legal persons, partnerships or associations created under the laws of France;

(ii) In Japan, all individuals possessing Japanese nationality and all legal persons created or organized under the laws of Japan as well as all bodies without juridical personality treated for the purposes of the Japanese tax as legal persons created or organized under the laws of Japan;

(i) The term “international traffic” means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(j) The term “competent authority” means:

(i) In France, the Minister of the Budget or his authorized representative;

(ii) In Japan, the Minister of Finance or his authorized representative.

2. As regards the implementation of the Convention by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the tax laws of that State concerning the taxes to which the Convention applies.

#### Article 4

1. For the purposes of this Convention, the term “resident of a Contracting State” means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, head office, place of management or any other criterion of a similar nature. However, this term does not include persons who are liable to tax in that State in respect only of income from sources situated therein.

2. Where by reasons of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

(a) He shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) If the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he does not have a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;

(c) If he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;

(d) If he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then the competent authorities of the Contracting States shall determine by mutual agreement the Contracting State of which that person shall be deemed to be a resident for the purposes of this Convention.

#### Article 5

1. For the purposes of this Convention, the term “permanent establishment” means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term “permanent establishment” includes especially:

(a) A place of management;

(b) A branch;

(c) An office;

(d) A factory;

(e) A workshop;

(f) A mine, an oil well or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. A construction or assembly site shall not constitute a permanent establishment unless it is in operation for more than 12 months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this article, the term “permanent establishment” shall be deemed not to include:

(a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information for the enterprise;

(e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;

(f) The maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person — other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies — is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such a person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a business establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise) shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

#### *Article 6*

1. Income derived from immovable property (including income from agriculture or forestry) may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.

2. The term “immovable property” shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources. Ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

5. Notwithstanding the provisions of articles 7 and 14, where a person owns shares or other rights in a company that entitle the associates or members of such company to the use of immovable property situated in a Contracting State, the income earned by that person from the letting or use in any other form (except for occupation by that person himself) of that right to use such immovable property may be taxed in that State.

#### *Article 7*

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent is situated or elsewhere.

4. In so far as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other articles of this Convention, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

#### *Article 8*

1. Profits derived by an enterprise of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of article 2, paragraph 1, with respect to the operation of ships or aircraft in international traffic by an enterprise of a Contracting State, if that enterprise is a French enterprise, it shall be exempt from the payment of corporation taxes and taxes on industrial or commercial buildings in Japan, and, if that enterprise is a Japanese enterprise, it shall automatically be exempt in France from the payment of the professional tax and supplementary taxes. This automatic exemption or tax relief shall also apply to any identical or substantially similar taxes, national or local, which are imposed after the date of signature of this Convention, in addition to, or in place of the taxes referred to in the preceding sentence.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

#### *Article 9*

1. Where:

(a) An enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

(b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State — and taxes accordingly — profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and that the competent authorities of the Contracting States decide, after consulting each other, that all or part of the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention.

#### *Article 10*

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. (a) The dividends referred to in paragraph 1 may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the dividends;

(b) Notwithstanding the provisions of subparagraph (a), the dividends referred to in paragraph 1 may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed

5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which has held for the entire six-month period immediately preceding the end of the financial year for which dividends were declared:

- (i) Directly or indirectly at least 15 per cent of the capital of the company paying the dividends where that company is a resident of France;
- (ii) Directly at least 15 per cent of voting rights in the company paying the dividends where that company is a resident of Japan.

(c) Notwithstanding the provisions of subparagraphs (a) and (b), the dividends referred to in paragraph 1 shall be taxable only in the Contracting State of which the recipient of the dividends is a resident, if that person is the beneficial owner of the dividends and is a company which is a legal resident of that State and which has held for the entire six-month period immediately preceding the end of the financial year for which dividends were declared:

- (i) Directly or indirectly at least 15 per cent of the capital of the company paying the dividends where that company is a resident of France;
- (ii) Directly at least 15 per cent of voting rights in the company paying the dividends where that company is a resident of Japan.

(d) The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. (a) As regards the application of the provisions of paragraph 2 (c), the term "company which is a qualified resident of that State" shall mean a company which is a resident of that State and which satisfies one of the following requirements:

- (i) The company's shares are legally traded on a regulated stock market of either Contracting State; or
- (ii) More than 50 per cent of the company's capital is held directly or indirectly by:
  - (aa) Either Contracting State or by a qualified State, their local authorities or by the public agencies of those States or authorities; or
  - (bb) One or more individuals who are residents of either Contracting State or of a qualified State; or
  - (cc) One or more companies which are residents of either Contracting State and whose shares are legally traded on a regulated stock market of either State, or one or more companies which are residents of a qualified State and whose shares are legally traded on a regulated stock market of that State; or
  - (dd) Any combination of one or more States, authorities, legal persons, individuals or companies referred to in subparagraphs (aa), (bb) and (cc).

(b) (i) As regards the application of the provisions of subparagraph (a) (ii), shares or stocks shall be deemed to be owned indirectly when they are held by one or more chain companies in a consortium and when more than 50 per cent of the capital of each chain company is held by:

- (aa) One or more chain companies; or
- (bb) Either Contracting State or a qualified State, the local authorities or public agencies of those States or authorities, or one or more individuals or companies referred to in subparagraphs (ii) (a) (bb) and (cc); or

(cc) Any combination of one or more States, local authorities, public agencies, individuals or companies referred to in subparagraphs (aa) and (bb).

(ii) However, the shares or stocks of a company which is a resident of a Contracting State shall not be considered as being held indirectly by a resident of a qualified State which is not itself a chain company if the chain companies acting as intermediaries in the consortium between the company which is a resident of a Contracting State and the resident of a qualified State are not all residents of a Contracting State or of a qualified State.

(iii) It is understood that shares or stocks shall be considered as being indirectly owned even if one or more chain companies in a consortium do not meet the requirements of paragraph 3 (b) (i) or (b) (ii) above so long as there is another consortium in which all the chain companies meet those requirements.

(c) As regards the application of the provisions of paragraphs 3 (a) and (b), the term "qualified State" shall mean any State with which the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident has a convention or agreement in force for the avoidance of double taxation and which provides for benefits equivalent to those that are provided for under paragraph 2 (c).

4. (a) A resident of Japan who receives dividends from a company which is a resident of France, dividends of which it is the effective beneficiary and which, if received by a resident of France, would entitle such resident to a tax credit (*avoir fiscal*) shall be entitled to a payment from the French Treasury equal to such tax credit (*avoir fiscal*) reduced by the tax provided for under paragraph 2 (a) of this article.

(b) The provisions of subparagraph (a) above shall not be applicable to a resident of Japan who is:

(i) An individual, or

(ii) A company which does not hold, directly or indirectly, at least 15 per cent of the capital of the company paying the dividends.

(c) The provisions of subparagraph (a) of this paragraph shall be applicable only if the effective owner of the dividends is subject to Japanese tax in respect of the dividends and payment from the French Treasury.

(d) The gross amount of the payment from the French Treasury provided for under subparagraph (a) shall be deemed to be dividends for the purposes of this Convention.

5. (a) A joint pension fund exempted from the Japanese tax which is constituted and established in Japan for the sole purpose of paying out retirement benefits shall, with the exception of the provisions of paragraph 4, be deemed to be a resident of Japan for the purposes of this article. Where such fund receives from a company which is a resident of France dividends of which it is the effective owner and which, if received by a resident of France, would entitle that resident to a tax credit (*avoir fiscal*), it shall be entitled to a payment from the French Treasury equal to thirty eighty-fifths of such tax credit (*avoir fiscal*) less the tax provided for under paragraph 2 (a), provided it does not hold directly or indirectly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends.

(b) If the ratio stipulated by French fiscal law between the tax credit (*avoir fiscal*) and dividends ceases to be equal to half, the fraction specified under subpara-

graph (a) shall be amended so that the amount of payment from the French Treasury referred to in subparagraph (a) corresponds to the amount of the tax on dividends withheld at source and the payment from the French Treasury.

(c) The gross amount of the payment from the French Treasury provided for under subparagraph (a) shall be deemed to be dividends for the purposes of the Convention.

6. The provisions of paragraphs 4 and 5 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of Japan, does not indicate, when requested by the French fiscal administration, that it is the owner of shares in respect of which dividends are paid.

7. A resident of Japan who receives dividends paid by a company which is a resident of France and who is not entitled to the payment from the French Treasury provided for under paragraph 4 may obtain the refund of the prepayment (*pré-compte*) to the extent that it has actually been paid by that company in respect of such dividends. However, in the cases provided for in paragraph 5, that refund shall be reduced by the amount of the payment from the French Treasury provided for under that paragraph. The gross amount of the prepayment (*pré-compte*) refunded shall be deemed to be dividends for the purposes of the Convention. The provisions of paragraph 2 shall apply to this gross amount.

8. The term “dividends” as used in this article means income from shares, “jouissance” shares or “jouissance” rights, mining shares, founders’ shares or other rights, not being debt-claims, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the taxation laws of the Contracting State of which the company making the distribution is a resident.

9. The provisions of paragraphs 1, 2, 3, 4, 5 and 7 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

10. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except in so far as such dividends are paid to a resident of that other State or in so far as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company’s undistributed profits to a tax on the company’s undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

#### Article 11

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial



owner of the interest that tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a Contracting State shall be exempt from tax in that State when it is derived by the Government of the other Contracting State, a local authority thereof, its Central Bank or one of its public financial institutions; or by any resident of that other State with respect to debt-claims insured, guaranteed or indirectly financed by that other State, a local authority thereof, its Central Bank or one of its public financial institutions.

4. For the purposes of paragraph 3, the terms “the Central Bank” and “public financial institution” mean:

(a) In the case of France:

- (i) The Bank of France; and
- (ii) Such French public financial institution as may be agreed upon by an exchange of diplomatic notes between the Governments of the Contracting States;

(b) In the case of Japan:

- (i) The Bank of Japan;
- (ii) The Export-Import Bank of Japan;
- (iii) Such Japanese public financial institution as may be agreed upon by an exchange of notes between the Governments of the Contracting States.

5. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State in connection with the sale on credit of equipment or merchandise shall not be taxable in the first-mentioned State provided such resident is the seller of the equipment or merchandise.

6. The term “interest” as used in this article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor’s profits, and in particular, income from Government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures.

7. The provisions of paragraphs 1, 2, 3 and 5 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed bases situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case, the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

8. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

9. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the

interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

#### *Article 12*

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. The term "royalties" as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work (including computer programmes, cinematograph films, or films or tapes used for radio or television broadcasting), any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

4. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself or a local authority or a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 4 shall also apply to the products of the alienation of any copyright of literary, artistic or scientific work (including computer programmes, cinematograph films, or films or tapes used for radio or television broadcasting), any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process.

6. The provisions of paragraphs 1, 2 and 5 shall not apply if the beneficial owner of the royalties or products, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties or products arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties or products are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the

payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

*Article 13*

1. Gains derived from the alienation of immovable property referred to in article 6 may be taxed in the Contracting State where such immovable property is situated.

2. (a) Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of shares or stocks in a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State if:

- (i) The shares or stocks held by the transferor (as well as such shares or stocks as may be held by related persons which are added to those of the transferor) represent at least 25 per cent of the capital of the company at any time during the tax period under review; and
- (ii) The shares or stocks alienated by the transferor and related persons during such tax period represent at least 5 per cent of the company's total capital.

(b) Notwithstanding the provisions of subparagraph (a), where a company which is a resident of a Contracting State derives gains from the alienation of shares or stocks referred to in subparagraph (a) as part of its restructuring, and where a certificate is drawn up by the competent authority of that State certifying that the payment of taxes due on such gains has been deferred in accordance with the tax laws of that state in connection with that company's restructuring, those gains may be taxable only in that State. However, this provision shall not be applicable where the transaction is effected for the primary purpose of taking advantage of this provision.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, gains derived from the alienation of shares or stocks in a company that are not legally traded on a regulated stock market of either Contracting State, or from the alienation of rights in a company, partnership, trust or an inheritance may be taxed in a Contracting State where the assets of such company, partnership, trust or inheritance principally consist, directly or indirectly, of immovable property situated in that State.

4. Notwithstanding the provisions of paragraphs 2 and 3, gains from alienation of any property other than immovable property forming part of the business assets of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, or of property other than immovable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

5. The gains that a resident of a Contracting State derives from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or from the alienation of property other than movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that State.

6. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2, 3, 4 and 5 shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

7. The provisions of the foregoing paragraphs of this article shall not apply to the products referred to in article 12, paragraph 5.

#### *Article 14*

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other independent activities shall be taxable only in that State, unless the said resident has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base available to him, the income may be taxed in the other Contracting State, but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term "professional services" includes, especially, independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities, as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

#### *Article 15*

1. Subject to the provisions of articles 16, 18, 19, 20 and 21, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If that employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any period of 12 consecutive months; and

(b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and

(c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State may be taxed in that State.

#### *Article 16*

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

#### *Article 17*

1. (a) Notwithstanding the provisions of articles 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsman, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

(b) However, such income shall not be taxed in that other State where such activities are substantially supported by public funds of a Contracting State, or by

funds of its local authorities, bodies corporate governed by public law or non-profit making bodies.

2. (a) Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsman in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsman himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsman are exercised.

(b) However, where such activities are substantially supported by the public funds of a Contracting State, or funds of the local authorities, bodies corporate governed by public law or non-profit making bodies thereof, such income shall be exempt from tax in that other State.

#### *Article 18*

Subject to the provisions of paragraph 2 of article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

#### *Article 19*

1. (a) Remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority in the discharge of public duties shall be taxable only in that State.

(b) However, such remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that other State and the individual is a resident of that State who:

- (i) Is a national of that State; or
- (ii) Did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.

2. (a) Any pension paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such pensions shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is both a resident and a national of that other State.

3. The provisions of articles 15, 16, 17 and 18 shall apply to remuneration and pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a local authority thereof.

#### *Article 20*

1. Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

2. An individual who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State temporarily for a period not exceeding two years as the beneficiary of a grant, scholarship or remuneration which is paid to him by a governmental, religious,

charitable, scientific, artistic, cultural or educational organization for the primary purpose of financing studies or research, shall not be taxed in the first-mentioned State on the amount of such grant, scholarship or remuneration.

3. An individual who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State who is an employee or a contract worker of an enterprise of that other State or of an agency of that State referred to in paragraph 2 and who is present in the first-mentioned State temporarily for a period not exceeding one year for the sole purpose of acquiring technical, professional or commercial experience from a person other than that enterprise or organization, shall not be taxed in the first-mentioned State on payments from the other State for the purposes of his maintenance.

#### *Article 21*

1. An individual who is present in a Contracting State for a period not exceeding two years for the purpose of teaching or conducting research at a university, secondary school, school or another officially recognized educational establishment located in that State and who is or was immediately before visiting that State a resident of the other Contracting State, shall be taxed only in that other State on the remuneration received in respect of teaching or research for which he is subject to tax in that other State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to remuneration received in respect of research if such research is undertaken principally for the private benefit of one or more specific persons.

#### *Article 22*

1. Items of income of a resident of one State, wherever arising, not dealt with in the foregoing articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

#### *Article 23*

1. In the case of France, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Income arising in Japan and taxable, or taxable only, in that State under the provisions of this Convention shall be taken into account in calculating French tax if the recipient is a resident of France and the income is not exempt under French domestic law from the corporation tax. In such case, Japanese tax is not deductible from such income, but the recipient shall be entitled to a tax credit against French tax. The tax credit shall be equal to:

- (i) In respect of the income not referred to in subparagraph (ii) below, the amount of the corresponding French income tax;
- (ii) In respect of the income referred to in articles 10, 11 and 12, paragraphs 1, 2 and 3 of article 13, paragraph 3 of article 15, and articles 16 and 17, the amount

of the tax paid in Japan under the provisions of the said articles; such credit shall not, however, exceed the amount of the corresponding French income tax.

(b) The term "French tax" used in subparagraph (a) shall designate, notwithstanding the provisions of article 2, paragraph 1 (a), all income taxes collected for the French State, irrespective of the system of collection, on total income or on elements of income, including taxes on gains derived from the alienation of movable or immovable property.

2. Subject to the laws of Japan regarding the allowance as a credit against Japanese tax of tax payable in any country other than Japan:

(a) Where a resident of Japan derives income from France which may be taxed in France under the provisions of this Convention, the amount of French tax payable in respect of that income shall be allowed as a credit against the Japanese tax imposed against that resident. The amount of credit, however, shall not exceed that part of the Japanese tax which is appropriate to that income;

(b) Where the income derived from France is a dividend paid by a company which is a resident of Japan and which owns not less than 15 per cent of the voting shares of the company paying the dividend, or not less than 15 per cent of the capital of that company, the credit shall take into account the French tax payable by that company paying the dividend in respect of its income.

#### Article 24

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the tax and connected requirements to which nationals of that other Contracting State in the same circumstances, especially by reason of residence, are or may be subjected. Notwithstanding the provisions of article 1, this provision shall also apply to persons who are not residents of a Contracting State or of both Contracting States.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision should not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

3. Except where the provisions of article 9, paragraph 1, article 11, paragraph 9 or article 12, paragraph 7 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State.

4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any tax or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the tax and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

5. Notwithstanding the provisions of article 2, the provisions of this article shall apply to all taxes of every kind and description.

#### *Article 25*

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case falls under article 24, paragraph 1, to the competent authority of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years of the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs of this article.

#### *Article 26*

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention, in so far as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes which are the subject of the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for these purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

(a) To carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;

(b) To supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;



(c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

3. The term “taxes covered by the Convention” used in paragraph 1 includes, notwithstanding the provisions of article 2, taxes of any kind or description collected by the Contracting States.

#### Article 27

1. (a) Each Contracting State shall endeavour to collect the taxes of the other State in order to ensure that the tax exemptions or reductions granted by that other State under this Convention shall not benefit persons who are not entitled to such advantages. The Contracting State undertaking such collection shall be accountable to the other Contracting State for the amounts thus collected.

(b) Japan shall endeavour to collect the amount of payments or refunds of the French Treasury referred to in article 10 so that they do not benefit persons who are not entitled to them. Japan shall be accountable to France for the amounts thus collected.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State that is endeavouring to collect taxes, payments or refunds, the obligation to carry out administrative measures which would either be at variance with the laws and administrative practice of that State or would be contrary to the public policy (*ordre public*) of that State.

#### Article 28

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of diplomatic agents or consular officers under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

#### Article 29

Where the partners or members of an authorized investment fund of a Contracting State are entitled to the advantages provided for by articles 10 or 11 as beneficial owners of dividends or interest received by the fund, such advantages may be requested by the persons responsible for the management of the French funds or by the trustees of the Japanese funds for the portion of the income that corresponds to the rights held in the fund by the partners or members entitled to such advantages. The satisfaction of that request in whole or in part by the other Contracting State may be subject to such terms as that other State, after consulting the first-mentioned State, deems it appropriate to impose in order to avoid granting the advantages provided for by this Convention to partners or members who are not entitled thereto. The satisfaction of that request by the other Contracting State shall in no way affect the right of that State to collect from the partners or members of the fund such taxes, payments or refunds as correspond to the advantages provided for by articles 10 or 11 to which they were not entitled.

#### Article 30

1. This Convention shall be approved by either Contracting State in accordance with the provisions of its constitution and shall enter into force on the thirtieth day after the date of the exchange of notifications attesting to such approval.

2. The Convention shall have effect:

(a) In France:

- (i) In respect of taxes withheld at the source on amounts liable to tax on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the Convention enters into force;
- (ii) In respect of income taxes that are not withheld at the source and related income, as the case may be, to any calendar year or any fiscal year beginning on or after the first of January of the calendar year next following that in which the Convention enters into force;
- (iii) In respect of other taxes, to taxes the chargeable event of which shall come into effect on or after the first of January of the calendar year next following that in which the termination is to take effect;

(b) In Japan:

- (i) In respect of taxes withheld at the source, to amounts which are taxable on or after the first of January of the calendar year next following that in which the termination is to take effect;
- (ii) In respect of income taxes which are not withheld at the source, to income relating to any taxation year beginning on or after the first of January of the calendar year next following that in which the termination is to take effect;
- (iii) In respect of other taxes, to taxes relating to any taxation year beginning on or after the first of January of the calendar year next following that in which the termination is to take effect.

3. The Convention between the Government of the French Republic and the Government of Japan for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income, signed at Paris on 27 November 1964,<sup>1</sup> and amended by the Amendment signed at Paris on 10 March 1981,<sup>2</sup> shall cease to be in force, and its provisions shall cease to apply, concerning the taxes to which this Convention applies, in accordance with the provisions of paragraph 2.

*Article 31*

This Convention shall remain in force indefinitely. However, each Contracting State shall be able to denounce it giving notice through the diplomatic channel at the latest on 30 June of the calendar year beginning after the expiration of the five-year starting from the date of its entry into force and, in this case, it shall no longer apply:

(a) In France:

- (i) In respect of taxes withheld at the source on amounts liable to tax on or after the first day of January in the calendar year next following that in which the denunciation will have been notified;
- (ii) In respect of income taxes that are not withheld at the source and related income, as the case may be, to any calendar year or any fiscal year beginning on or after the first of January of the calendar year next following that in which the denunciation will have been notified;

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 569, p. 157.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1263, p. 357.

(iii) In respect of other taxes, to taxes the chargeable event of which shall come into effect on or after the first of January of the calendar year next following that in which the denunciation will have been notified;

(b) In Japan:

- (i) In respect of taxes withheld at the source, to amounts which are taxable on or after the first of January of the calendar year next following that in which the denunciation will have been notified;
- (ii) In respect of income taxes which are not withheld at the source, to income relating to any taxation year beginning on or after the first of January of the calendar year next following that in which the denunciation will have been notified;
- (iii) In respect of other taxes, to taxes relating to any taxation year beginning on or after the first of January of the calendar year next following that in which the denunciation will have been notified.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Convention.

DONE at Paris on 3 March 1995, in duplicate in the French and Japanese languages, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:

PIERRE MARIANI  
Directeur de Cabinet of the Minister  
for the Budget  
Responsible for communications

For the Government  
of Japan:

KOICHIRO MATSUURA  
Ambassador of Japan  
to France

## PROTOCOL

At the time of the signature of the Convention between the Government of the French Republic and the Government of Japan for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income (hereinafter referred to as "the Convention"), the undersigned have agreed to the following provisions, which shall be an integral part of the Convention.

1. With respect to article 2, paragraph 1 and article 10, paragraph 5 of the Convention, it is understood that the term "Japanese tax" does not include the tax specified by article 8 of Japanese Act No. 34 of 1965 on company tax.

2. With respect to article 3, paragraph 2 of the Convention, it is understood that the meaning given to a term by the tax law of a Contracting State shall take precedence over the meaning given to that term by the other areas of the law of that State.

3. With respect to article 4 of the Convention, it is understood that:

(a) For the purposes of article 23, paragraph 1 of the Convention, the term "resident of France" includes any partnerships and business associations that are subject under French domestic law to a tax regime similar to that of partnerships which have their place of effective management in France and which are not subject in that country to corporation tax;

(b) As regards the implementation of the Convention by Japan:

(i) The term "resident of a Contracting State" shall include, where that State is France, any partnerships and business associations that are subject under French domestic law to a tax regime similar to that of partnerships which have their place of effective management in France and which are subject to company tax in that country only in so far as the income of the individual partners or members of such partnerships or business associations is subject to taxation in France as income earned by residents;

(ii) Where one or several partners or members of such partnerships or business associations are not residents of France but of a third State, the liability of the partnerships or business associations to Japanese tax shall be determined in accordance with the Convention or with any existing agreement for the avoidance of double taxation between Japan and that other State, in so far as such partners or members are residents of that State in the sense of this Convention or that agreement.

4. With respect to article 9 of the Convention, it is understood that where an adjustment as provided for by paragraph 2 of that article is made, the competent authorities of the Contracting States may agree not to apply any default interest to the amounts due as a result of the adjustments made in accordance with the provisions of paragraph 1 of that article if interest on arrears is not paid in respect of the amounts benefiting from tax rebates as a result of the adjustment.

5. With respect to article 10, paragraph 3 of the Convention, a company which is a resident of a Contracting State shall not be deemed a qualified resident of that State if the beneficial owners of more than 50 per cent of the dividends paid by the company are:

(a) A State other than a Contracting State or a qualified State, its local authorities or the public agencies of that State or its local authorities; or

(b) Individuals who are not residents of a Contracting State or of a qualified State; or

(c) Companies which are not residents of a Contracting State or of a qualified State and up to 50 per cent of whose capital is held directly or indirectly by one or several States, authorities, bodies corporate, individuals or companies referred to in article 10, paragraph 3 (aa) (ii), (aa), (bb) and (cc) or by any combination of the foregoing; or

(d) Any combination of one or several States, authorities, institutions, individuals or companies referred to in subparagraphs (a), (b) and (c) above.

6. With respect to article 10, paragraph 8 of the Convention, it is understood that the term “dividend” includes any income distributed by a company to its members in connection with their corporate rights and which is subject to the same tax regime as income from shares. The income distributed shall be deemed to be subject in France to the same tax regime as income from shares even if French tax credit (*avoir fiscal*) shall not be granted in respect of such income.

7. With respect to article 11, paragraph 3 of the Convention, it is understood that the term “debt-claims that are insured” shall mean:

(a) Notwithstanding the provisions of paragraph 3, the debt-claims insured by the Compagnie Française d' Assurance pour le Commerce Extérieur (COFACE) on behalf of the French State in accordance with the provisions of decree No. 94-376 of 14 May 1994; and

(b) The debt-claims insured by the Government of Japan under Act No. 67 of 1950 concerning the insurance of international trade.

8. With respect to articles 12 and 13 of the Convention, it is understood that the provisions of paragraph 5 of article 12 and paragraph 7 of article 13 shall not apply to the income from the actual alienation of any copyright of literary, artistic or scientific work (including computer programmes, cinematograph films, or films or tapes used for radio or television broadcasting), any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process. The provisions of paragraphs 4 and 6 of article 13 shall apply to gains from such alienation. Alienation shall be deemed to have taken place if the alienator does not retain any right to the property concerned.

9. With respect to article 17 of the Convention, it is understood that the term “body corporate governed by public law” includes, in the case of Japan, the Japan Foundation.

10. With respect to article 19 of the Convention, it is understood that:

(a) The provisions of that article shall also apply to remuneration paid by a public agency of a Contracting State the activities of which are exclusively public in nature, provided that such remuneration is taxable in that State;

(b) The provisions of paragraph 1 (b) (ii) of that article shall not apply to an individual who was a public servant or agent of the first-mentioned Contracting State or of one of its local authorities immediately before visiting the other Contracting State.

11. With respect to paragraph 1 of article 23 of the Convention, it is understood that:

(a) The term “amount of the corresponding French income tax” used in paragraph 1 (a) (i) and (ii) means:

- (i) If the tax due in respect of such income is calculated on the basis of a proportional rate, the product of the amount of net income taken into consideration and the rate which is actually applied to such income;
- (ii) If the tax due in respect of such income is calculated on the basis of a progressive scale, the product of the amount of net income taken into consideration and the rate derived from the ratio between the tax actually due in respect of total net income taxable under French law and the amount of such income;

(b) The term “amount of tax paid in Japan”, used in paragraph 1 (a) (ii) above, means the amount of Japanese tax actually borne on a permanent basis at the rate of considered income, in accordance with the provisions of this Convention, by the resident of France benefiting from this income.

12. With respect to paragraph 2 of article 23 of the Convention, the expression “subject to the laws of Japan” means that such laws shall govern the mode of application of the credit provided for under that paragraph.

13. With respect to paragraph 1 of article 24 of the Convention, it is understood that any individual, legal person, partnership or association or body that is a resident of a Contracting State is not in the same situation as an individual, a legal person, partnership or association or body that is not a resident of such State even if legal persons, partnerships, associations or bodies are, in the case of France and in accordance with the provisions of paragraph 1 (h) of article 3, deemed to be nationals of the State of which they are residents.

14. With respect to article 28 of the Convention, it is understood that:

(a) Notwithstanding the provisions of article 4 of the Convention, a diplomatic agent or consular officer of a Contracting State who is in the territory of the other Contracting State or a third State shall, for the purposes of the Convention, be deemed to be a resident of the sending State if he is liable in that State to the same obligations with respect to taxes on his entire income as are residents of that State;

(b) The Convention shall not apply to international organizations, their bodies or officials or to persons who are members of a diplomatic mission or consular post of a third State when they are in the territory of a Contracting State and are not liable in either Contracting State to the same obligations with respect to taxes on their total income as are residents of that State.

15. With respect to the provisions of article 29 of the Convention, it is understood that:

(a) The term “authorized investment fund of a Contracting State” designates:

- (i) In the case of France, the mutual funds and open-end investment companies covered by act No. 88-1201 of 23 December 1988 as it was in force on the date of signature of the Convention, provided it has not been amended since that date or has only been amended slightly without affecting its substance;
- (ii) In the case of Japan, the securities investment trusts covered by article 2 of act No. 198 of 1951 concerning securities investment trusts, the loan trusts covered by article 2 of act No. 195 of 1952 concerning loan trusts, and the joint management trusts covered by article 2 of act No. 33 of 1965 concerning income tax, as they were in force at the date of signature of the Convention provided that they

have not been amended since that date or have only been slightly amended without affecting their substance; and (iii)

Other investment funds similar to those referred to in subparagraphs (i) and (ii) above, provided that they are approved through an exchange of diplomatic notes between the Governments of the Contracting States.

(b) Where, in accordance with the provisions of article 29 of the Convention, the person in charge of management or the trustee of an investment fund approved by a Contracting State makes a request to benefit from a tax rebate or from another advantage in accordance with articles 10 and 11 of the Convention, the competent authority in which the request is made may require such persons to provide information as to whether the associates or members of the fund are residents of the first-mentioned State.

16. (a) If French domestic legislation allows companies which are residents of France to determine their taxable profits on the basis of a consolidation which covers mainly the fiscal income of subsidiaries which are residents of Japan or of permanent establishments situated in Japan, it shall not be deemed that the provisions of the Convention run counter to the application of that legislation if, subject to the provisions of French domestic legislation, a tax credit is deducted from the Japanese tax paid on the profits of those subsidiaries or permanent establishments which is taken into account in the calculation of the French tax base of those residents of France.

(b) If France, in accordance with its domestic legislation, determines the taxable profits of residents of France by deducting the losses of subsidiaries which are residents of Japan or of permanent establishments situated in Japan and by incorporating the profits of those subsidiaries or permanent establishments up to the amount of the losses deducted, it shall not be deemed that the provisions of the Convention run counter to the application of that legislation.

17. (a) It is understood that the provisions of article 212 of the Code général des impôts relating to undercapitalization, or any other similar provisions that amend or replace the provisions of this article shall be applicable only in so far as their application is in accordance with the principles of paragraph 1 of article 9 of the Convention.

(b) Nothing in the Convention shall prevent France from applying the provisions of article 209 B of its Code général des impôts, or other similar provisions amending or replacing the provisions of this article.

18. The competent French authority may prescribe declaratory procedures and obligations with respect to the modalities for the implementation of the Convention by France.

19. For the purposes of the implementation of the Convention, it is understood that the competent authority of a Contracting State may, after consulting the competent authority of the other Contracting State, require from persons wishing to benefit from an advantage provided under the Convention a certificate established by the competent authority or the appropriate authorities of that State, certifying that those persons are residents of that other State, or, if need be, qualified residents of that other State within the meaning of article 10, paragraph 3.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized to that effect, have signed this Protocol.

DONE at Paris, on 3 March 1995, in two originals in the French and Japanese languages, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:  
Pierre Mariani  
Directeur de Cabinet of the Minister  
for the Budget  
Responsible for communications

For the Government  
of Japan:  
KOICHIRO MATSUURA  
Ambassador of Japan  
to France